



# Assemblée générale

Distr. générale  
13 juillet 2018  
Français  
Original : anglais

---

## Conseil des droits de l'homme

Trente-neuvième session

10-28 septembre 2018

Point 5 de l'ordre du jour

**Organismes et mécanismes de protection des droits de l'homme**

### **Rapport du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales\***

#### **Note du secrétariat**

Le secrétariat a l'honneur de transmettre au Conseil des droits de l'homme le rapport du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, soumis en application de la résolution 36/22 du Conseil.

---

\* Les annexes au présent document sont distribuées telles qu'elles ont été reçues, dans la langue originale seulement.



## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction .....	3
II. Organisation de la session .....	3
A. Élection du Président-Rapporteur .....	3
B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.....	3
C. Déclarations liminaires .....	4
III. Table ronde.....	4
IV. Déclarations générales.....	4
V. Lecture du projet de déclaration .....	8
VI. Remarques de conclusion.....	19
VII. Conclusions et recommandations du Président-Rapporteur .....	19
A. Conclusions .....	19
B. Recommandations.....	20
 Annexes	
I. List of participants.....	21
II. Summary of statements by panellists .....	22
III. List of concrete suggestions .....	24
IV. Additional explanations provided by experts .....	56

## I. Introduction

1. Le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée créé par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution 21/19 a pour mandat de négocier, de parachever et de présenter au Conseil la version définitive d'un projet de déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. Dans sa résolution 36/22, le Conseil a décidé que le Groupe de travail tiendrait sa cinquième session annuelle avant la trente-huitième session du Conseil, et l'a prié de soumettre au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale, pour examen, un rapport annuel sur l'état d'avancement de ses travaux.

2. La cinquième session du Groupe de travail s'est tenue du 9 au 13 avril 2018. Dans sa déclaration liminaire, la Haut-Commissaire adjointe aux droits de l'homme a salué le rôle de premier plan joué par l'Ambassadrice Nardi Suxo Iturry, Présidente-Rapporteuse de la quatrième session, qui a consulté un large éventail de parties prenantes et tenu compte de leur avis sur le projet révisé de déclaration (A/HRC/WG.15/5/2). Elle a dit qu'au terme de cinq années d'efforts assidus, le projet était fondé sur les normes internationales relatives aux droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, et sur les principes et les directives adoptés par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale et les organes de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en particulier les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. La Haut-Commissaire adjointe a dit qu'il était urgent que le Groupe de travail achève ses travaux sur le projet de déclaration afin de remédier aux défaillances dans la protection de plus d'un milliard de personnes confrontées à la discrimination et à d'autres problèmes. Bien que les petits exploitants agricoles produisent un pourcentage élevé des denrées alimentaires consommées localement, par exemple 80 % en Asie et en Afrique subsaharienne, 80 % de la population mondiale souffrant de la faim vivait dans les zones rurales. Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales se heurtaient également à des difficultés en matière d'accès à la terre et aux autres ressources, et étaient victimes de discrimination, en particulier les femmes. Cette situation avait empiré en raison de la mondialisation, des accords de libre-échange et des brevets sur les semences, ce qui nuisait à la capacité des petits exploitants agricoles d'utiliser ou d'échanger leurs propres semences, et amenait souvent les paysans à s'endetter puisqu'ils étaient contraints d'acheter exclusivement des semences brevetées. Le phénomène s'était encore aggravé avec les changements climatiques, qui affectaient tout particulièrement les populations dépendant de la terre. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 serait profitable à tous si sa mise en œuvre était fondée sur les droits de l'homme. Cela était particulièrement vrai dans le cas des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales qui avaient été laissés de côté malgré la promesse formulée dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. La Haut-Commissaire adjointe a conclu que la seule manière d'associer ces personnes au projet était de cesser de les exclure.

## II. Organisation de la session

### A. Élection du Président-Rapporteur

3. À sa cinquième session, le Groupe de travail a élu Luis Fernando Rosales Lozada (État plurinational de Bolivie) Président-Rapporteur, sur proposition du Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, représenté par le Mexique.

### B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

4. L'ordre du jour a été adopté (A/HRC/WG.15/5/1).

5. Le Président-Rapporteur a expliqué les modalités du débat et fait observer que l'un des objectifs de la session était de progresser graduellement afin de dégager un consensus aussi large que possible. Pour y parvenir, il a invité les participants à faire des propositions visant à adopter des formulations de compromis pour les articles qui posaient encore problème.

6. Le Président-Rapporteur a déclaré que le Groupe de travail procéderait à la lecture du projet de déclaration et demandé aux participants de proposer des formulations précises pour les questions qui méritaient encore d'être examinées. Il a signalé que les propositions reçues des délégations et des organisations de la société civile depuis la précédente session avaient été intégrées dans le texte révisé.

### C. Déclarations liminaires

7. La représentante de la FAO a fait référence à des initiatives mondiales en lien avec les droits des paysans, notamment à la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, proclamée en 2016. Elle a mis l'accent sur l'importance des paysans en tant qu'acteurs clefs pour une production alimentaire durable et saine et sur la nécessité d'appuyer la production à petite échelle. En dépit de leur immense contribution à la sécurité alimentaire, les paysans étaient en situation de vulnérabilité accrue, d'où la nécessité de renforcer leur protection. Elle a souligné que le projet de déclaration avait trait à des objectifs mondiaux, notamment aux objectifs de développement durable et au Défi Faim zéro.

8. Un message vidéo du Président de la section « Agriculture, développement rural et environnement » du Comité économique et social européen a également été projeté. Celui-ci a souligné les difficultés rencontrées à l'échelle mondiale par les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales, notamment en Europe où les petites exploitations à fort coefficient de main-d'œuvre avaient été évincées par des productions de masse moins chères. Il a plaidé pour que les droits des personnes vivant dans les zones rurales soient reconnus au même titre que ceux des personnes vivant dans les villes et appelé tous les participants à appuyer le projet de déclaration et la résolution.

9. Le Président-Rapporteur a rappelé les faits nouveaux survenus depuis la quatrième session du Groupe de travail tenue en mai 2017, y compris les réunions que sa prédécesseure avait tenues avec plusieurs parties prenantes pendant la période intersessions.

### III. Table ronde

10. Le Président-Rapporteur a invité huit experts à participer à la cinquième session du Groupe de travail : Million Belay, Ramona Duminicioiu, José Esquinas-Alcazar, Christophe Golay, Diego Montón, Smita Narula, Yiching Song et Ana Maria Suarez Franco<sup>1</sup>. Lors d'une table ronde initiale, cinq experts ont discuté de la manière dont la déclaration permettrait de s'attaquer à des problèmes tels que le droit aux semences, les droits des femmes rurales, la souveraineté alimentaire, les droits collectifs et les droits à la terre et à l'alimentation<sup>2</sup>.

### IV. Déclarations générales

11. Le représentant de la République bolivarienne du Venezuela, au nom du Mouvement des pays non alignés, a souligné que l'éradication de la pauvreté était le plus grand défi à relever à l'échelle mondiale, et que la population rurale souffrait de manière disproportionnée de la pauvreté et de la faim, en particulier dans les pays en développement. La sécurité alimentaire et la nutrition étaient des aspects essentiels du développement durable. La forte instabilité des prix alimentaires mondiaux portait directement atteinte au droit à l'alimentation. Après avoir réitéré l'appui apporté par le Mouvement au droit à l'alimentation et l'engagement de celui-ci à lutter contre la faim et la

<sup>1</sup> Le CV des experts est consultable sur la page Web consacrée à la cinquième session du Groupe de travail.

<sup>2</sup> Le résumé des déclarations des experts figure à l'annexe II du rapport.

malnutrition, l'intervenant a salué les efforts faits par la présidence pour parachever le projet de déclaration.

12. Par l'intermédiaire de son représentant, l'Union européenne a souligné l'importance qu'elle attachait aux droits des paysans et fait part de ses préoccupations au sujet des inégalités considérables qui existaient entre les personnes vivant dans les zones rurales et celles vivant dans les zones urbaines en ce qui concerne la pleine réalisation de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels. L'intervenant a exprimé la détermination de l'Union européenne à explorer différentes possibilités pour protéger les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, notamment par l'aide au développement à l'appui des efforts nationaux. Bien que le texte du projet de déclaration ait été amélioré, des divergences de vues persistaient et des difficultés subsistaient, notamment en ce qui concernait les notions d'extraterritorialité et de droits aux semences, à la terre et aux moyens de production, de souveraineté alimentaire et de biodiversité. L'orateur s'est dit préoccupé par la création de nouveaux droits dans un document non contraignant et a déclaré que, dans l'ensemble, l'Union européenne n'était pas en mesure d'appuyer le projet de déclaration dans sa version actuelle.

13. Intervenant au nom du Groupe des États d'Afrique, le représentant du Togo a exprimé l'engagement du Groupe en faveur des droits des paysans et ajouté que les exploitants familiaux constituaient l'épine dorsale du développement en Afrique et que les femmes africaines contribuaient de manière très importante à la production et à la sécurité alimentaires. Le projet de déclaration reconnaissait que les paysans étaient traditionnellement victimes de discrimination et continuaient de l'être, et que les exploitants familiaux étaient en situation de vulnérabilité à cause de la mondialisation.

14. Le représentant du Guatemala a déclaré que la lutte contre la pauvreté en milieu rural était une priorité nationale. Il regrettait toutefois que le projet révisé ne contienne pas les propositions faites à la session précédente et il a exprimé des réserves sur le texte dans son ensemble.

15. Le représentant du Mexique a pris note des références faites dans le projet de déclaration à la souveraineté alimentaire. Soulignant que les paysans devaient être définis par leur vulnérabilité et non par leur activité économique, il a réaffirmé la nécessité d'éviter les doubles emplois avec les instruments existants.

16. Le représentant de la Fédération de Russie a souligné que son pays soutenait le processus de rédaction de la déclaration, qui devrait tendre à un consensus, en particulier en ce qui concernait les nouveaux droits. Il a accueilli favorablement la version révisée du projet, ajoutant toutefois qu'il fallait se garder d'extrapoler en appliquant des normes déjà existantes à de nouveaux groupes de population.

17. Le représentant du Paraguay a reconnu que des améliorations avaient été apportées au projet de texte et demandé que l'on s'intéresse aux difficultés et aux obstacles rencontrés par les paysans dans le cadre des droits de l'homme en vigueur actuellement.

18. Le représentant de l'Uruguay a insisté sur l'importance de garantir la pleine jouissance des droits de l'homme pour tous, sans discrimination, y compris pour les paysans et les autres travailleurs ruraux. Il a réaffirmé la position de l'Uruguay selon laquelle le projet de déclaration devait mettre l'accent sur la mise en œuvre des droits de l'homme existants, dans le but de réduire les disparités actuelles entre les zones rurales et les villes en ce qui concernait la jouissance des droits de l'homme. Il partageait les préoccupations exprimées au sujet de certains concepts figurant dans le projet de déclaration, tels que la souveraineté alimentaire, le droit à la terre et le droit aux ressources naturelles, considérant que ces notions faisaient l'objet de débats menés devant d'autres instances et pourraient être source de confusion dans les négociations sur le projet de déclaration.

19. Le représentant de la République de Corée a souligné que son pays soutenait les droits des paysans par des politiques et des programmes visant à améliorer les conditions de vie dans les zones rurales. Il a dit que certains articles du projet de déclaration pouvaient

entrer en conflit avec des lois nationales et des obligations internationales et devaient être examinés plus avant.

20. Le représentant de l'Afrique du Sud a déclaré que son pays accordait une importance prioritaire aux droits des paysans et avait mis en œuvre des programmes de réforme agraire, de formation et de perfectionnement, de transformation socioéconomique, de création d'emplois et de sécurité alimentaire. Les êtres humains, notamment les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales, étaient des sujets essentiels dans le processus de développement et ils devaient être considérés comme des participants actifs et des bénéficiaires du droit au développement, lequel était un droit fondamental de l'homme.

21. Le représentant de l'Inde a noté les améliorations contenues dans le projet révisé, relevant toutefois que des questions essentielles devaient faire l'objet d'un large consensus, notamment sur ce qu'il faut entendre par « paysan », « droits des paysans », « obligations des États », « savoirs traditionnels » et « extraterritorialité ». La prise en compte des propositions formulées par les délégations permettrait d'obtenir un soutien plus large pour mettre en œuvre efficacement les droits des paysans.

22. Le représentant du Pérou a déclaré que son pays attachait une grande importance à la négociation du projet de déclaration et noté que les propositions avaient été incorporées dans le texte. Les particularités nationales et les différents systèmes juridiques devaient être pris en compte afin de garantir les droits des paysans.

23. Le représentant de l'Iraq a souligné l'importance du projet de déclaration et s'est félicité de la place particulière accordée aux femmes rurales dans le texte révisé.

24. Le représentant de l'Égypte a souscrit aux déclarations du Groupe des États d'Afrique et du Mouvement des pays non alignés, soutenant le mandat confié au Groupe de travail. Il s'est félicité des améliorations apportées au projet et a espéré qu'un consensus se dégagerait.

25. Le représentant de l'Équateur a souscrit à la déclaration du Mouvement des pays non alignés et appuyé le processus. Le projet avait évolué et les références aux femmes et aux filles étaient particulièrement bienvenues. La déclaration permettrait de combler une faille dans le régime de protection institué par le droit des droits de l'homme.

26. Le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a souligné l'importance de la déclaration pour le respect des obligations, notamment en ce qui concerne le droit au développement et le droit à la terre reconnu aux paysans.

27. Le représentant de l'État plurinational de Bolivie a souligné l'importance du projet de déclaration et souhaité que le processus soit ouvert, transparent et constructif afin d'aboutir à un consensus.

28. Le représentant de la Suisse s'est félicité du processus participatif et a considéré que le projet actuel offrait une bonne base pour dégager un consensus.

29. Le représentant de Cuba a encouragé les États Membres et les organisations de la société civile à appuyer le processus et à lutter contre l'extrême pauvreté dans les zones rurales. Il a exprimé son soutien au processus.

30. Le représentant de l'Argentine a dit que son pays présenterait des observations détaillées au sujet des préoccupations qui avaient été exprimées.

31. Le représentant du Portugal s'est déclaré encouragé par le projet révisé et a dit espérer qu'il serait achevé pendant la session en cours, ce qui permettrait au Conseil des droits de l'homme de l'adopter par consensus. Le projet de déclaration, une fois adopté, contribuerait à améliorer les conditions de vie des paysans et des travailleurs ruraux, notamment des femmes et des enfants, entre autres en faisant mieux prendre conscience, en particulier aux gouvernements, de la nécessité de respecter pleinement et sans discrimination les droits de l'homme de ces personnes, sur un pied d'égalité avec ceux de tous les autres êtres humains. Le représentant du Portugal a dit que son pays se félicitait de ce que la Charte de Lisbonne pour le renforcement de l'agriculture familiale (février 2018) prévoyait l'engagement de la Communauté des pays de langue portugaise et de ses États membres à jouer un rôle actif dans les négociations sur l'adoption du projet de déclaration.

Il a remercié les représentants de la société civile, en particulier des organisations paysannes, de leur précieuse contribution tout au long du processus.

32. Le représentant de l'Indonésie a souligné que son pays reconnaissait le droit à la terre et évoqué la visite en cours du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation. Il a souligné qu'il importait de poursuivre les discussions sur la souveraineté alimentaire, les groupes vulnérables et d'autres notions.

33. Le représentant du Panama a exprimé son soutien au processus et s'est félicité de la participation active de la société civile.

34. Le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a souscrit à la déclaration de l'Union européenne et a déclaré que le Royaume-Uni ne reconnaissait pas de droits collectifs, à l'exception du droit à l'autodétermination.

35. Le représentant des États-Unis d'Amérique a souligné que le Conseil des droits de l'homme n'était pas l'instance appropriée pour traiter les questions couvertes par le projet de déclaration. Les droits de l'homme devaient s'exercer à titre individuel et non pas collectif car l'octroi de droits collectifs pouvait se faire au détriment des droits individuels. L'orateur a déclaré que les États-Unis d'Amérique se dissociaient donc du Groupe de travail et de ses conclusions.

36. Le représentant de FIAN International a dit que le projet de déclaration visait à lutter contre la discrimination systémique à l'égard des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales et contribuait de manière déterminante à la protection de leurs droits. La déclaration donnerait des orientations essentielles pour la promotion et la protection des droits des paysans et des autres personnes travaillant dans des zones rurales. Il était important de reconnaître les paysans à titre collectif car les déplacements les éloignant de leurs terres avaient des répercussions sur des communautés entières. Il y avait non pas contradiction, mais plutôt complémentarité, entre l'exercice de droits collectifs et la jouissance individuelle des droits.

37. Le représentant de Via Campesina Asie a salué le processus participatif et souligné l'importance de la déclaration.

38. Le représentant du Centre Europe – Tiers Monde a rappelé le contexte qui avait donné lieu à un processus de négociations transparentes, accueilli avec satisfaction le projet révisé et demandé son adoption d'urgence. Il a souhaité des références plus solides sur certaines questions, notamment la souveraineté alimentaire.

39. Le représentant de l'Alliance mondiale des peuples autochtones transhumants a exprimé son soutien à la déclaration et demandé la conclusion d'un accord.

40. Le représentant de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes a dit que le projet de déclaration compléterait les normes visant à mettre fin à la discrimination et a demandé que la question du travail des enfants soit davantage intégrée dans le texte.

41. Le représentant du Conseil international des traités indiens a accueilli avec satisfaction le projet révisé, demandé son adoption d'urgence et déclaré que ce texte permettrait d'améliorer le cadre juridique applicable aux droits des paysans, qui présentait encore des lacunes en matière de protection.

42. Le représentant de Via Campesina Europe a souligné que son organisation soutenait le projet de déclaration et avait présenté des observations.

43. Le représentant de Via Campesina Amérique latine a demandé l'adoption d'urgence du projet de déclaration, qui constituerait un outil utile pour les États membres.

44. Le représentant de Via Campesina Afrique a appelé le Conseil des droits de l'homme à envoyer un signal politique fort en adoptant le projet de déclaration.

## V. Lecture du projet de déclaration

### Préambule

45. Le Président a présenté le texte du préambule et évoqué les difficultés rencontrées par les paysans dans le monde entier. La majorité des États qui se sont exprimés ont demandé que l'on conserve les termes « souveraineté alimentaire » et « Terre nourricière », ces notions ayant été reconnues à l'échelle internationale, notamment par l'Assemblée générale, ainsi qu'aux niveaux régional et national. Certaines délégations ont appuyé le préambule et suggéré d'inclure une référence à la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Une organisation internationale a formulé une proposition concrète au sujet du travail des enfants, qui a été soutenue par un certain nombre de délégations. Plusieurs délégations ont présenté des observations écrites qui sont résumées à l'annexe III ci-après. Des experts ont demandé le maintien de la notion de souveraineté alimentaire et accueilli favorablement le renvoi à la Convention relative aux droits de personnes handicapées et la proposition de remédier à l'exode rural. Un expert a évoqué la nécessité de protéger la diversité, l'uniformité étant perçue comme une menace. Les experts ont également appuyé la référence à la Terre nourricière, à l'instar de ce qui était reconnu par plusieurs instruments et textes des Nations Unies. Les organisations de la société civile ont appuyé le préambule tel qu'il était rédigé, ainsi que la référence à la Terre nourricière.

### Article premier

#### Définition des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales

46. Aucune objection majeure n'a été émise quant à la teneur de l'article premier, mais les délégations et les représentants de la société civile ont fait des propositions de formulation concrètes. Une délégation a suggéré de modifier le titre et de remplacer « people » par « persons », dans la version anglaise (sans objet en français), sauf dans l'expression « indigenous peoples » (peuples autochtones). Certaines délégations ont demandé de conserver « people », dans la version anglaise. Une délégation a exprimé des réserves au sujet de l'emploi de l'expression « travailleurs migrants, sans considération de leur statut juridique », mais une autre a estimé que cette référence était conforme à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, un argument auquel d'autres délégations ainsi que des organisations de la société civile ont souscrit. Un expert a proposé de remplacer « statut juridique » par « statut migratoire » conformément aux résolutions du Conseil des droits de l'homme et de l'Assemblée générale. Les experts et les organisations de la société civile ont approuvé l'emploi de « peoples » dans la version anglaise et souligné que « people » étant simplement le pluriel de « person », il ne restituait pas l'idée selon laquelle les paysans constituaient un groupe. Les délégations et les organisations de la société civile ont fait référence à d'autres groupes dans des contextes régionaux. Les organisations de la société civile ont également souligné qu'il était important de reconnaître les droits des paysans afin de surmonter les préjugés historiques, notamment à l'égard des femmes paysannes. Certaines délégations ont proposé d'ajouter d'autres catégories de population, telles que les communautés traditionnelles et les communautés locales.

### Article 2

#### Obligations générales des États

47. L'article 2, dans sa dernière version révisée, a été accueilli favorablement par les délégations. D'autres propositions de formulation figurent à l'annexe III. Si certaines délégations ont approuvé l'article sous sa forme actuelle, d'autres ont proposé de remplacer « prendront » par « pourront prendre » dans l'une de ses dispositions, ce qui a été contesté par d'autres délégations et experts de la société civile, qui ont fait observer que « prendront » correspondait à la formulation retenue dans d'autres instruments internationaux similaires, tels que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des



peuples autochtones. Un certain nombre de délégations ont formulé d'autres propositions, dont l'une, tendant à supprimer « rapidement » au paragraphe 1 de l'article 2, a été rejetée par les experts, qui ont souligné que les mesures visant à réaliser les droits économiques, sociaux et culturels devaient être prises immédiatement, comme il était précisé dans les observations générales du Comité des droits économiques, sociaux et culturels.

48. En ce qui concerne le paragraphe 4 de l'article 2, une délégation s'est dite préoccupée par la version actuelle, tandis qu'une autre délégation a proposé d'ajouter « applicables » après « accords internationaux », proposition qui a été soutenue par une délégation et les organisations de la société civile. Une autre délégation a proposé un compromis consistant à déplacer le paragraphe 4 de l'article 2 dans le préambule du projet de déclaration. Les experts et les organisations de la société civile se sont déclarés favorables à ce que le paragraphe 4 de l'article 2 reste inchangé, car il exprimait la primauté du droit international des droits de l'homme, fondée sur l'Article 103 de la Charte des Nations Unies, qui doit être lu conjointement avec les Articles 55 c) et 1 (par. 3) de ladite Charte et le préambule. Les organisations de la société civile ont également proposé de compléter ce paragraphe pour souligner qu'il s'appliquait aux paysans et aux autres personnes travaillant dans les zones rurales.

49. Une délégation a suggéré une formulation pour le paragraphe 6 d) et proposé un nouveau paragraphe sur l'obligation des paysans de respecter l'environnement. Les experts ont mis en garde contre cette proposition, soulignant que cet article portait sur les obligations incombant aux États de respecter, protéger et réaliser les droits de l'homme, et que les obligations des acteurs non étatiques avaient été supprimées du projet. Ils ont également laissé entendre que la relation entre les paysans et l'environnement avait été suffisamment traitée dans le préambule. Certaines organisations de la société civile ont accueilli favorablement la proposition d'ajouter un nouveau paragraphe tandis que d'autres ont rappelé aux participants le rôle joué par les paysans dans l'utilisation durable de l'environnement, qualifiant ceux-ci de gardiens de l'environnement.

### **Article 3**

#### **Égalité et non-discrimination, et droit au développement**

50. Aucune objection majeure n'a été émise quant à la teneur de l'article 3. Certaines délégations et organisations de la société civile ont fait des propositions de formulation concrètes. Une délégation a souligné l'importance du développement durable et déclaré que le droit au développement n'autorisait pas les paysans à abattre des forêts primitives à des fins de culture. Dans ce contexte, elle a proposé d'ajouter une référence à la durabilité, en conformité avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Une délégation a fait remarquer que l'article 3 ne définissait pas une position commune sur le droit au développement. Une autre délégation a proposé que l'intitulé de l'article 3 reflète les principes fondamentaux des droits de l'homme, à savoir l'égalité, la non-discrimination, la transparence, la dignité, l'ouverture, l'équité, la participation et la responsabilité, et suggéré de le formuler différemment. Une délégation a noté que les motifs de discrimination énoncés à l'article 3 s'écartaient des formulations convenues pour les instruments des Nations Unies et laissé entendre qu'il n'était pas nécessaire d'établir une liste exhaustive. Une autre délégation a suggéré de rédiger l'article 3 en employant les formulations convenues. Un représentant de la société civile a demandé d'insérer « la caste » après « la race » au paragraphe 1 de l'article 3.

### **Article 4**

#### **Droits des paysannes et des autres travailleuses des zones rurales**

51. Aucune objection majeure n'a été émise quant à la teneur de l'article 4, mais les délégations et les représentants de la société civile ont formulé des propositions de formulation concrètes. Après avoir expliqué le rôle que jouent les femmes pour garantir la sécurité alimentaire et le développement agricole, une délégation a appelé à leur reconnaissance et leur autonomisation et proposé une formulation. D'autres délégations ont suggéré d'inclure dans le paragraphe 2 a) de l'article 4 un appel à une participation accrue

des femmes rurales à la prise de décisions. Une délégation a proposé de supprimer, au paragraphe 2 b) de l'article 4, « des informations, des conseils et [des services] de planification familiale », faisant observer que cela pouvait inclure l'avortement et des mesures similaires qui ne répondent pas aux intérêts des paysans. Le représentant d'une délégation a expliqué qu'en vertu de la législation de son pays, les ressources naturelles étaient la propriété de l'État.

52. Les représentants de la société civile ont appuyé cet article. L'un d'eux a déclaré que l'article 4 reflétait la formulation retenue dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Un autre a souligné l'importance du droit des femmes à la propriété, y compris à la succession des terres agricoles et des demeures, et formulé une proposition à cette fin.

## **Article 5**

### **Droit aux ressources naturelles**

53. L'article a fait l'objet d'un débat général et des propositions ont été formulées par les délégations et les représentants de la société civile. Une délégation a proposé de modifier l'intitulé de l'article en remplaçant « droit aux » par « accès aux », ce qui a été approuvé par une autre délégation. La même délégation s'est élevée contre la création de nouveaux droits de l'homme. Une autre délégation a proposé de fusionner l'article 5 et l'article 17, qui avait également trait aux ressources naturelles.

54. Les experts ont aussi réagi aux suggestions formulées à propos de l'article 5. L'un d'eux a rappelé que la notion de « consentement préalable et éclairé » ayant été supprimée du projet en raison de l'opposition de certains États, il convenait de faire une interprétation systématique compte tenu du compromis dégagé. La Convention sur la diversité biologique et d'autres directives et observations générales des organes conventionnels devaient régir la gestion des ressources naturelles. Les paysans contribuaient à la protection de l'environnement et de la biodiversité, au lieu de la compromettre. Un expert a évoqué la question de la spécificité nationale et estimé qu'elle était prévue au paragraphe 2 de l'article 28, qui devait être lu conjointement avec d'autres articles. Les experts ont préconisé d'employer « droit aux » au lieu de « accès aux », faisant valoir que le mot « droit » avait plus de poids que le mot « accès » et permettait d'engager des recours juridiques et non juridiques. D'autres documents, tels que les Directives volontaires de la FAO pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, avaient été adoptés par consensus et contenaient plus de 200 occurrences du mot « droit ».

55. Les représentants de la société civile ont fait valoir que l'article 5 devait conserver sa formulation actuelle, ainsi que son titre. À cet égard, un représentant de la société civile a estimé que l'article établissait un cadre pour la coopération internationale. Un autre représentant de la société civile a mis l'accent sur le droit des éleveurs, des pêcheurs et des agriculteurs aux ressources naturelles, observant que ce droit était nécessaire à un développement en harmonie avec la nature et essentiel à la survie de ces travailleurs et à celle de l'environnement. Un représentant de la société civile a souligné l'importance de l'article 5 pour garantir aux petits exploitants agricoles l'accès à la terre et aux ressources naturelles, étant donné que la législation actuelle ne protégeait pas les paysans contre l'accaparement des terres. Un autre représentant de la société civile a souscrit à l'observation d'un expert qui a dit que le texte actuel était conforme aux directives volontaires de la FAO.

56. À la suite de la proposition d'une délégation tendant à mettre l'accent sur les responsabilités des paysans aux côtés de leurs droits, un expert a suggéré d'employer l'expression « utilisation durable » des ressources naturelles et convenu que les problèmes de gestion durable des ressources naturelles concernaient les grandes entreprises plutôt que les paysans. Dans le même ordre d'idées, les représentants de la société civile ont appuyé le texte du Président et fait observer que, traditionnellement, les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales utilisaient les ressources naturelles de façon durable. Un autre représentant a demandé des éclaircissements au sujet de la notion de

« développement durable », dont les paysans étaient les garants, ajoutant qu'il fallait se garder de le confondre avec le droit au développement.

#### **Article 5, paragraphe 1**

57. Une délégation a formulé une proposition, qui figure à l'annexe III. Une autre délégation a suggéré, estimant qu'ils étaient superflus, de supprimer de la version anglaise les mots « have » et « to » (situés avant et après « access » dans la formule « have the right to have access to » (ont le droit d'avoir accès aux)), à la première ligne (sans objet en français). Aucune autre délégation n'a exprimé de préoccupation au sujet de ce paragraphe.

#### **Article 5, paragraphe 2**

58. Une délégation a formulé une proposition, étant donné qu'il n'y aurait pas lieu de procéder à une étude d'impact pour toute exploitation et que le texte devrait être conforme à l'article 14 de la Convention sur la diversité biologique. Une autre délégation a demandé des éclaircissements sur les expressions « gestion de ces ressources » et « avantages de leur mise en valeur » et cherché à savoir si elles étaient conformes aux formulations convenues, par exemple celles retenues dans la Convention sur la diversité biologique. Faisant également remarquer que l'expression « toute exploitation » n'était pas compatible avec la formule « gestion [des] ressources naturelles » employée au paragraphe 1, une délégation a proposé de la remplacer par « exploitation durable ». Une autre délégation a proposé un nouveau libellé pour éviter une formulation restrictive et donner une plus grande souplesse aux États.

#### **Article 5, paragraphe 2 a)**

59. Les délégations ont proposé des formulations, qui figurent à l'annexe III.

#### **Article 5, paragraphe 2 b)**

60. Une délégation a proposé d'ajouter une référence à la Convention (n° 169) de l'Organisation internationale du Travail (OIT) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, qui contient l'exigence d'un consentement préalable donné librement et en toute connaissance de cause ; cette proposition a été appuyée par les experts. Une autre délégation s'est opposée à la proposition, car l'obligation pour les États d'engager des consultations était prévue au paragraphe 3 de l'article 2. Aucune autre délégation n'a exprimé de préoccupation au sujet de cet alinéa.

#### **Article 5, paragraphe 2 c)**

61. Une délégation a fait observer que cet alinéa s'écarterait des dispositions de la Convention sur la diversité biologique, qui ne prévoyait aucun partage des bénéfices. Aucune autre délégation n'a exprimé de préoccupation au sujet de ce paragraphe.

### **Article 6**

#### **Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne**

62. Une seule délégation a pris la parole, pour proposer de modifier l'intitulé de l'article 6 comme suit : « Droit à la vie, à la liberté, à la sécurité de la personne et à l'exercice des libertés fondamentales ». La même délégation a également suggéré que le paragraphe 2 renvoie au paragraphe 5 de l'article 13, et plus précisément à la référence à la « traite des êtres humains ».

### **Article 7**

#### **Liberté de circulation**

63. Le contenu de l'article 7 n'a suscité aucune objection majeure. Une délégation a estimé que la liste des personnes citées au paragraphe 2 n'était pas nécessaire, étant donné qu'elle reprenait les termes de la définition figurant à l'article premier. Cette délégation a

également suggéré de supprimer le paragraphe 3. Un expert a fait remarquer que l'énumération en question était pertinente, dans le sens où la liberté de circulation revêtait une importance particulière pour les groupes spécifiques mentionnés au paragraphe 2 ; il a suggéré que le texte reflète le libellé convenu, notamment celui qui était utilisé dans les Directives volontaires de la FAO. Des représentants de la société civile ont proposé d'ajouter un paragraphe sur la sécurité des défenseurs des droits fonciers.

## **Article 8**

### **Liberté de pensée, d'opinion et d'expression**

64. Aucune observation n'a été formulée concernant cet article.

## **Article 9**

### **Liberté d'association**

65. Aucune observation n'a été formulée concernant cet article.

## **Article 10**

### **Droit à la participation**

66. Les délégations et les représentants de la société civile se sont dits favorables au libellé actuel de l'article 10. Les délégations ont appuyé les principes de consentement préalable, libre et éclairé. Un expert a suggéré d'ajouter les politiques agricoles à la liste figurant au paragraphe 2. Un représentant de la société civile a souligné que le consentement préalable, libre et éclairé était une condition de la jouissance des droits de l'homme et était essentiel pour vivre dans la dignité. Or, les personnes touchées, a-t-il fait remarquer, n'étaient souvent ni consultées ni informées au sujet des questions ayant trait aux investissements fonciers, aux politiques et aux changements climatiques et risquaient bien souvent de voir leurs moyens de subsistance disparaître. Compte tenu des déséquilibres de pouvoir, il fallait, selon lui, assurer aux paysans et aux personnes travaillant dans les zones rurales un niveau élevé de participation, et il était regrettable que certains États continuent de s'opposer au droit à la participation, qui était un principe fondamental des droits de l'homme.

## **Article 11**

### **Droit à l'information concernant la production, la commercialisation et la distribution**

67. Une délégation a suggéré de supprimer la référence au droit à la participation. Une autre a fait des propositions de formulation concrètes, qui figurent dans l'annexe III. Les experts ont mis en garde contre la suppression de la référence au droit à la participation, qui était un droit reconnu dans les instruments internationaux, tels que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (art. 10). Les experts et de nombreux représentants de la société civile ont appuyé le texte tel qu'il était libellé.

## **Article 12**

### **Accès à la justice**

68. Une délégation a suggéré d'ajouter l'adverbe « arbitrairement » après le verbe « déposséder » au paragraphe 5, tandis qu'une autre a plaidé en faveur du maintien de l'article dans sa forme actuelle. Une discussion s'est aussi engagée sur la version espagnole du texte, en particulier au sujet du verbe « despojar » qui, selon les experts, était le terme approprié. Un représentant de la société civile a souligné la nécessité de garantir l'accès des femmes à la justice. Aucune autre délégation n'a exprimé de préoccupation au sujet de cet article.

## **Article 13**

### **Droit au travail**

69. L'article 13 n'a suscité aucune objection majeure, à part quelques propositions de modification, comme la reconnaissance du contexte local et de la situation particulière que connaissent les paysans et les personnes vivant dans les zones rurales en matière d'accès au travail décent. Une délégation a souligné qu'il était essentiel de mettre l'accent sur la spécificité locale, en particulier dans les paragraphes 2 et 3, afin d'empêcher que cet article soit interprété comme légitimant l'acquisition de terres à grande échelle. La même délégation a également fait quelques propositions de formulation, qui sont indiquées dans l'annexe III. Une organisation internationale a suggéré d'ajouter l'adjectif « décent » après le mot « travail » au paragraphe 2 ; elle a indiqué qu'elle avait présenté une proposition concernant les enfants employés dans des exploitations familiales sans être payés et qu'elle aimerait le soumettre à nouveau afin qu'il en soit tenu compte. Un expert a fait valoir que le paragraphe 2 devrait mentionner les paysans et les autres travailleurs ruraux et que la référence à la rémunération ne devrait pas être supprimée.

## **Article 14**

### **Droit à la sécurité et à la santé au travail**

70. Seuls deux participants sont intervenus à propos de cet article ; ils ont jugé nécessaire d'évoquer l'utilisation des pesticides chimiques, la responsabilité des entreprises et la nécessité pour les employés de pouvoir signaler les conditions de travail dangereuses et nocives sans craindre de représailles. Une organisation internationale a fait des propositions de formulation, qui figurent dans l'annexe III. Une organisation de la société civile a mis l'accent sur l'utilisation intensive de pesticides chimiques qui représentait un danger pour la santé et l'environnement et dont les principales victimes étaient les petits agriculteurs et les autres personnes travaillant et vivant dans les zones rurales.

## **Article 15**

### **Droit à une alimentation suffisante**

71. Le contenu de l'article 15 n'a fait l'objet d'aucune objection majeure, même si les délégations et les organisations de la société civile ont fait des propositions concrètes de libellé. La discussion a essentiellement porté sur la notion de souveraineté alimentaire. Certaines délégations ont indiqué que les éléments constitutifs de cette notion n'avaient pas été convenus à l'échelle internationale et préféraient donc employer l'expression « sécurité alimentaire ». D'autres délégations, des organisations de la société civile et des experts ont expliqué la différence entre les deux notions et fait valoir que la référence à la souveraineté alimentaire était fondamentale pour les paysans et pour garantir la production alimentaire au niveau des pays. Le Président a indiqué que les mots « souveraineté alimentaire » avaient été supprimés du titre de l'article, comme convenu à la session précédente. Une délégation a remercié le Président d'avoir accepté cette suppression. La même délégation a également suggéré de supprimer les termes « individuellement et collectivement » au paragraphe 2 ainsi que l'expression « souveraineté alimentaire » dans les paragraphes 4 et 5. Enfin, la même délégation a déclaré qu'elle était disposée à remplacer « souveraineté alimentaire » par « sécurité alimentaire ». Une autre délégation a insisté sur l'importance de la notion de souveraineté alimentaire et a demandé qu'elle soit reconnue dans tout l'article. Elle s'est en outre dite favorable au maintien des termes « individuellement et collectivement » et a soutenu l'article 15 dans son intégralité. Une autre délégation s'est également opposée à la proposition tendant à substituer la « sécurité alimentaire » à la « souveraineté alimentaire ». Une délégation a fait savoir qu'elle était favorable au maintien des termes « individuellement et collectivement ». Une autre délégation a également fait des propositions de formulation. Une délégation a appuyé l'article 15, a demandé que son libellé soit harmonisé avec la terminologie employée dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et a suggéré d'évoquer la question de la viabilité. Enfin, une autre délégation a également émis une réserve au sujet de l'incise « conformément à la législation

nationale » proposée pour ajout au paragraphe 1 de l'article 5. Les organisations de la société civile ont souhaité conserver la notion de souveraineté alimentaire dans le texte.

72. Une experte a souhaité conserver les termes « individuellement et collectivement » et a suggéré de les déplacer au paragraphe 2, après les mots « zones rurales ». Elle a fermement plaidé en faveur du maintien de la notion de souveraineté alimentaire. D'autres experts ont souscrit à cette recommandation, arguant que la souveraineté alimentaire était une notion reconnue aux niveaux international, régional et national. Ils ont fait valoir que la souveraineté alimentaire recouvrait un processus tandis que la sécurité alimentaire avait trait aux résultats.

## **Article 16**

### **Droit à des revenus et moyens de subsistance décents et aux moyens de production**

73. Aucune objection majeure n'a été soulevée quant à la teneur de l'article 16. Une délégation a fait des propositions de formulation, qui sont indiquées dans l'annexe III. Une autre délégation a approuvé la référence à l'égalité de rémunération au paragraphe 6. Une délégation a proposé de préciser le propos en ajoutant les mots « des femmes » au paragraphe 6. Une organisation a également suggéré une modification, qui figure dans l'annexe III. Les organisations de la société civile ont soutenu le texte dans son libellé actuel, en particulier la référence au droit à l'égalité de rémunération. Des représentants de la société civile ont suggéré que l'article 16 contienne une disposition relative à la protection. Les experts ont appuyé l'article 16 tel qu'il était libellé et indiqué que le paragraphe 2 reposait sur une résolution du Comité de la sécurité alimentaire mondiale qui avait été adoptée par les États. Il a été fait mention des Directives volontaires de la FAO et de l'article 14 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

## **Article 17**

### **Droit à la terre et aux autres ressources naturelles**

74. Les discussions au sujet de l'article 17 ont porté sur la notion de droit à la terre. Plusieurs délégations ont estimé que la déclaration ne devrait pas créer de nouveaux droits et ont préféré l'expression « accès à la terre » à « droit à la terre ». Certaines redoutaient que la mention des réformes agraires ne crée des obligations pour les États. Une délégation a demandé qu'il soit fait référence à une protection juridique pour les cas d'expropriation et à une indemnisation équitable. D'autres délégations ont souligné que les instruments relatifs à des groupes spécifiques traitaient des droits propres à ces groupes et que le droit à la terre n'était pas un droit nouveau mais un droit de tout temps des paysans, ce que la déclaration devait reconnaître. Un expert a considéré que le droit à la terre ne devait pas se limiter à des conditions de vie adéquates mais que c'était une composante importante de la pleine jouissance de tous les droits de l'homme. Le droit à la terre était examiné au sein de diverses instances et était reconnu dans la législation internationale et nationale. En outre, la terre faisait partie de l'identité paysanne, justifiant d'autant plus que le droit à la terre soit reconnu. Plusieurs organisations de la société civile et experts ont soutenu le libellé actuel de l'article 17 et souligné que la question des réformes agraires était déjà évoquée dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les Directives volontaires de la FAO, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable. Le Président a précisé que l'obligation de mener des réformes agraires ne s'appliquait pas aux pays qui les avaient déjà mises en place, mais à ceux qui ne l'avaient pas encore fait.

## **Article 18**

### **Droit à un environnement sûr, propre et sain**

75. Le contenu de l'article 18 n'a suscité aucune objection majeure. Une délégation a demandé de supprimer le mot « droit » du titre de l'article 18 et de remplacer dans la version anglaise, dans cet article et dans toute la déclaration, le mot « people » par « persons ». La même délégation s'est dite opposée à la création de nouveaux droits de l'homme et a estimé que la déclaration ne devrait pas véhiculer l'idée qu'un environnement sûr, propre et sain était un droit internationalement reconnu, afin de laisser le champ libre à des approches différentes et tout aussi efficaces pour y parvenir. Une autre délégation a salué le nouveau libellé de l'article, étant entendu que le titre ne serait pas conservé dans la version finale de la déclaration. Dans d'autres interventions, les délégations ont souligné qu'un « environnement sûr, sain et propre » n'était pas une marchandise, mais un droit qui découlait des instruments internationaux et régionaux. Les experts ont souligné que ce droit était codifié de manière détaillée à l'article 29 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, dans des instruments régionaux et dans les rapports du Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable. Un autre expert a accueilli favorablement la suggestion tendant à ajouter une référence à la biodiversité durable.

## **Article 19**

### **Droit aux semences**

76. Plusieurs délégations ont dit ne pas reconnaître le droit aux semences et préférer faire référence à « l'accès » aux semences. Elles craignaient que l'article 19 ne compromette les accords internationaux sur la propriété intellectuelle et le mandat de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. Ces délégations ont fait des propositions de formulation, qui figurent dans l'annexe III. Une autre délégation a exprimé des préoccupations mais n'a pas fait de proposition de formulation concrète pour améliorer le texte. De nombreuses autres délégations ont déclaré que le droit aux semences était un droit fondamental des paysans et que ce droit était menacé par les modifications de la législation sur les brevets, comme la possibilité de supprimer les brevets sur des variétés existantes. Une délégation a redit l'importance du « droit » – et non de l'« accès » – aux semences, attendu que l'accès renvoyait à une transaction financière. Les organisations de la société civile ont approuvé le projet d'article dans son intégralité et exhorté les États à protéger les petits pêcheurs qui avaient conservé leurs pratiques de pêche sans perturber l'écosystème, mais qui étaient de plus en plus marginalisés et privés de leurs moyens de subsistance par la pêche industrielle. Des experts et des organisations de la société civile ont soutenu la reconnaissance du droit aux semences, qui figurait dans le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et ont affirmé la primauté des droits de l'homme sur les droits de propriété intellectuelle. En outre, plusieurs participants ont déclaré que cela n'entraînait pas en conflit avec des instruments tels que la Convention sur la diversité biologique, qui prônaient un partage équitable des bénéfices.

## **Article 20**

### **Droit à la diversité biologique**

77. Le contenu de l'article 20 n'a pas suscité d'objections majeures, même si plusieurs délégations ont fait des propositions de formulation concrètes. Une délégation a proposé de modifier le titre de l'article 20 en supprimant le mot « droit » et en ne conservant que les termes « diversité biologique ». Les autres propositions concrètes de libellé sont indiquées dans l'annexe III. Une délégation a dit appuyer l'article 20 et a fait valoir que l'affirmation du droit à la diversité biologique devrait aller de pair avec la réaffirmation des obligations incombant aux paysans en matière de préservation de la biodiversité. La même délégation a également fait valoir qu'il fallait veiller à une utilisation cohérente de la terminologie

relative aux savoirs traditionnels, qui figurait dans plusieurs autres articles. Une autre délégation s'est dite favorable à la protection des savoirs et a proposé d'évoquer à cet effet les cultures vivrières pratiquées selon des savoirs autochtones et traditionnels. Une autre délégation a souligné que le rôle des paysans en matière de protection, de conservation et de renouvellement de l'environnement était au cœur du débat. Une délégation a souhaité assurer une certaine cohérence dans l'utilisation de la terminologie relative aux savoirs traditionnels, notamment au paragraphe 1. Enfin, un certain nombre de délégations ont demandé que l'article 20 soit maintenu tel qu'il était libellé.

78. Les experts et les représentants de la société civile ont recommandé de conserver la référence au droit à la diversité biologique. Un expert a en outre suggéré d'ajouter un nouveau paragraphe qui serait calqué sur la teneur du paragraphe 4 de l'article 26 de la version précédente, qui avait été examinée à la quatrième session du Groupe de travail. Cet expert a appelé les États à prendre des mesures pour s'assurer de l'obtention du consentement préalable et éclairé ou de l'approbation et de l'implication des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales pour l'accès aux ressources génétiques lorsqu'ils sont formellement en droit d'accorder l'accès à ces ressources. Les organisations de la société civile ont approuvé le projet d'article dans son intégralité et demandé instamment aux États de protéger les petits pêcheurs qui avaient conservé leurs pratiques de pêche sans nuire à l'écosystème mais qui étaient de plus en plus marginalisés et privés de leurs moyens de subsistance par la pêche industrielle. Un autre représentant de la société civile a déconseillé d'incorporer à cet article la proposition tendant à imposer des obligations aux paysans et a suggéré de parvenir à un libellé consensuel propre à encourager les paysans à s'acquitter de leurs responsabilités.

## **Article 21**

### **Droit à l'eau et à l'assainissement**

79. Le contenu de l'article 21 n'a fait l'objet d'aucune objection majeure. Une discussion s'est engagée sur la priorité à accorder à l'eau. De nombreux participants ont indiqué que le simple « accès » à l'eau n'était pas suffisant car les paysans ne pouvaient pas lutter à armes égales avec les sociétés transnationales et les grands exploitants agricoles. Une délégation s'est dite opposée à la création de nouveaux droits spécifiques pour les paysans et a fait des propositions de libellé, qui sont reflétées dans l'annexe III. Une délégation a demandé qu'il soit fait référence au droit à l'assainissement en parallèle du droit à l'eau, afin de prévenir la pollution de l'eau. Une autre délégation a souligné l'importance de l'eau, en particulier pour les paysans et les petits pêcheurs, et a appelé à un accès libre et non discriminatoire à une eau de qualité. Les experts ont rappelé le caractère fondamental de ce droit et indiqué que le droit à l'eau et à l'assainissement était un droit clairement reconnu en droit international des droits de l'homme. Les experts ont également évoqué plusieurs instruments internationaux reconnaissant l'importance de l'irrigation pour le droit à l'alimentation. Ils ont aussi mis en exergue la situation des femmes, qui sont particulièrement touchées. Un expert a appuyé le titre de l'article, qui mettait l'accent sur le droit à l'eau et non sur la gestion de l'eau. Les organisations de la société civile ont soutenu l'article tel qu'il était libellé et ont déclaré que bien que les paysans jouissent théoriquement du droit d'accès à l'eau, ils en étaient privés dans la pratique.

## **Article 22**

### **Droit à la sécurité sociale**

80. Dans le cadre des discussions sur l'article 22, les délégations ont fait valoir que le droit à la sécurité sociale dépendait du statut juridique de la personne et, dans ce contexte, ont présenté des propositions de libellé concrètes. D'autres délégations ont souhaité le maintien de l'article 22 dans son intégralité, en particulier le paragraphe 2. Un représentant d'une organisation internationale s'est dit favorable à ce qu'il soit fait référence aux normes de l'OIT et a suggéré de nouveaux ajouts qu'il a formulés concrètement. Plusieurs représentants de la société civile et experts ont demandé que le texte soit maintenu dans sa



forme actuelle, en particulier afin de protéger les migrants, quel que soit leur statut migratoire.

### **Article 23**

#### **Droit de chacun de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible**

81. Une délégation est intervenue sur cet article afin de proposer de remplacer, dans la version anglaise, « people » par « persons » et de souligner le chevauchement potentiel avec les autres instances intergouvernementales qui travaillent sur les questions relatives à la propriété intellectuelle et aux savoirs traditionnels. Aucune autre délégation n'a exprimé de préoccupations concernant l'article 23.

### **Article 24**

#### **Droit à un logement convenable**

82. Aucune délégation n'a exprimé de préoccupation au sujet de l'article 24.

### **Article 25**

#### **Droit à l'éducation et à la formation**

83. Le contenu de l'article 25 n'a suscité aucune objection majeure, bien que des délégations aient fait des observations. Une délégation a appelé à une référence explicite au droit à l'éducation de tous les paysans et a également fait des propositions concrètes de formulation. Un représentant d'une organisation internationale a fait une proposition de libellé concernant la qualité de l'éducation. Les organisations de la société civile ont souligné l'importance et la pertinence de l'éducation pour les populations rurales. Un représentant de la société civile a également souhaité qu'il soit fait davantage référence à la lutte contre le travail des enfants.

### **Article 26**

#### **Droits culturels et savoirs traditionnels**

84. Les dispositions de l'article 26 sont étroitement liées à de nombreux autres points abordés dans la déclaration. Une délégation a fait des propositions concrètes de formulation, qui sont reflétées dans l'annexe III. Une autre délégation a dit partager les inquiétudes exprimées par d'autres délégations au sujet du paragraphe 4 et a proposé d'utiliser, au lieu du libellé actuel, la terminologie employée dans le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique. Une délégation a approuvé la teneur de l'article mais s'est opposée à ce qu'il soit fait référence aux ressources génétiques dans le paragraphe 4, car elles étaient déjà mentionnées dans les articles 5, 19 et 20. D'autres délégations ont approuvé l'article tel qu'il était libellé. Une délégation a indiqué que le paragraphe 4 de l'article 26 employait la terminologie du Protocole de Nagoya et a proposé de l'éliminer ou de parvenir à un accord concernant son libellé. Une autre délégation a appuyé le nouveau paragraphe 4 sur le consentement préalable éclairé, qui est l'un des principaux principes universels applicables. Les experts ont souligné l'importance de la préservation et de la protection des savoirs traditionnels, notamment ceux des paysans et des peuples autochtones. Plusieurs organisations de la société civile ont appuyé l'article 26 tel qu'il était libellé ainsi que le nouveau paragraphe 4 sur le consentement préalable éclairé en matière d'accès aux ressources génétiques. Aucune autre délégation n'a exprimé de préoccupation au sujet de cet article.

## **Article 27**

### **Responsabilité de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales**

85. Une délégation a proposé de remplacer le terme « responsabilité » par « contribution » dans le titre de l'article et a fait des propositions concrètes de formulation au sujet du texte. Un expert a rappelé que l'article 27 s'inspirait de la Charte des Nations Unies et a d'autre part suggéré de supprimer les références au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux objectifs de développement durable, attendu que la déclaration s'appliquerait au-delà du calendrier établi au titre du Programme à l'horizon 2030. Les représentants de la société civile ont souhaité que le texte actuel soit conservé, estimant qu'il était fidèle aux autres libellés acceptés figurant dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques et d'autres instruments. Aucune autre délégation n'a exprimé de préoccupation au sujet de cet article.

## **Article 28**

### **Dispositions générales**

86. Le Président a présenté le nouvel article 28, élaboré sur la base des observations formulées concernant les versions antérieures du projet de déclaration. De nombreuses délégations ont accueilli favorablement l'article 28. Certaines délégations ont fait des propositions de formulation. Une délégation a demandé que le texte indique explicitement que la déclaration s'appliquera en droit interne. Une autre a appuyé le libellé actuel du paragraphe, tout en suggérant quelques modifications de forme. Une autre délégation a soulevé des questions sur les méthodes de travail, questions reprises par d'autres délégations qui ont demandé à disposer de davantage de temps pour examiner les suggestions formulées. Le Président a rappelé que cinq ans avaient été nécessaires pour aboutir à la version actuelle du projet de déclaration, processus qui avait toujours suivi la même méthodologie, et que le projet actuel avait été publié en février 2018. Les experts ont fait observer que l'article 28 était fondé sur des articles similaires figurant dans les instruments relatifs aux droits de l'homme et sur la terminologie convenue employée dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ; ils se sont interrogés sur la justification d'une référence à la législation nationale, telle que proposée par une délégation.

### **Droits collectifs**

87. Un débat consacré aux droits collectifs a également eu lieu durant la cinquième session du Groupe de travail, le 12 avril après-midi. Plusieurs délégations se sont dites opposées à ce que la déclaration évoque les droits collectifs et crée de nouveaux droits de l'homme. Une délégation a saisi l'occasion du débat pour faire une déclaration générale exposant ses inquiétudes à propos des droits collectifs. Une autre délégation s'est dite préoccupée par le fait que certains droits énoncés dans la déclaration n'avaient pas été reconnus. D'autres délégations ont déclaré que les droits collectifs n'affaiblissaient pas les droits individuels et qu'au contraire, les premiers renforçaient et complétaient les seconds, comme cela avait été largement admis aux niveaux international, régional et national.

88. Une délégation a fait observer que le sujet des droits était l'individu et que, dans le contexte du projet de déclaration, le titulaire de droits était le paysan en tant qu'individu. Cependant, plusieurs droits de l'homme avaient une dimension collective et certains droits pouvaient être revendiqués collectivement. La délégation a estimé que si l'on examinait chaque article, il était possible de trouver un libellé acceptable par tous. Deux délégations ont indiqué que les droits collectifs avaient été clairement établis et ont prié instamment les autres délégations de débattre de cette question de manière constructive. Une délégation a souligné que les droits individuels ne pouvaient pas être pleinement exercés s'ils n'avaient pas de dimension collective. Certaines communautés ne pourraient pas prospérer si elles ne bénéficiaient pas de ces droits collectifs.

89. Les experts ont fourni des exemples détaillés de législations internationales, régionales et nationales soutenant la notion de droits collectifs.

90. De nombreux représentants de la société civile ont plaidé en faveur des droits collectifs, faisant observer qu'ils étaient reconnus par de nombreux instruments internationaux, régionaux et nationaux. Les organisations de la société civile ont expliqué que les droits collectifs n'étaient pas de nouveaux droits et qu'ils ne s'opposaient pas aux droits individuels. Plusieurs intervenants ont expliqué comment et pourquoi cette notion serait essentielle pour la déclaration et fondamentale pour la protection des droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

## VI. Remarques de conclusion

91. À la neuvième et dernière séance de la cinquième session du Groupe de travail, les délégations et les organisations de la société civile ont remercié le Président pour le dialogue ouvert et constructif tenu tout au long de la session et ont dit espérer que cette importante déclaration serait adoptée dans les meilleurs délais. Une délégation a souligné que des points de vue divergents sur le contenu de la déclaration demeuraient ; elle a redit qu'elle était opposée à la création de nouveaux droits et a espéré que la question serait résolue. Cette même délégation a exprimé sa volonté de continuer à collaborer avec les parties prenantes afin de parvenir à un texte qui soit accepté par tous, et dit qu'elle réservait sa position à cet égard.

## VII. Conclusions et recommandations du Président-Rapporteur

### A. Conclusions

92. **À la neuvième et dernière séance de sa cinquième session, tenue le 13 avril 2018, le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales a adopté les conclusions ci-après, conformément à son mandat établi par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution 21/19, en application de la résolution 36/22 du Conseil :**

a) **Le Groupe de travail a accueilli avec satisfaction le message de la Haut-Commissaire adjointe aux droits de l'homme, la déclaration de la représentante de la FAO et le message vidéo du Comité économique et social européen diffusé lors de l'ouverture de la session ; il a également salué la participation de l'OIT et d'autres organisations ;**

b) **Le Groupe de travail a accueilli avec satisfaction les efforts déployés par le Président-Rapporteur pour présenter le projet de déclaration révisé ;**

c) **Le Groupe de travail s'est félicité des négociations constructives, de la participation et de la coopération active des gouvernements, des groupes régionaux et politiques, de la société civile, des organisations intergouvernementales, des experts et des parties prenantes intéressées, en particulier des représentants des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, et a pris note avec satisfaction de leurs contributions ;**

d) **Le Groupe de travail a fait sienne la préoccupation commune suscitée par la situation des droits de l'homme des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, a pris acte de la contribution de ces personnes à la lutte contre la faim et à la préservation et à l'amélioration de la biodiversité, notamment, et a souligné la nécessité de respecter, promouvoir, protéger et mettre en œuvre leurs droits de l'homme ;**

e) **Le Groupe de travail a invité le Président-Rapporteur à élaborer un projet révisé de déclaration sur la base des différentes propositions et opinions**

exprimées pendant sa cinquième session et l'a prié de tenir des consultations informelles et bilatérales et de communiquer aux délégations le projet révisé ;

f) Le Groupe de travail a engagé les États, les organisations de la société civile et les parties prenantes intéressées à adresser par écrit, avant le 20 avril 2018, les propositions et contributions concernant le projet de déclaration qu'ils avaient faites pendant la cinquième session.

## **B. Recommandations**

93. À l'issue des négociations tenues pendant les séances du Groupe de travail, le Président-Rapporteur a recommandé :

a) Que le Président-Rapporteur établisse une version finale du projet de déclaration en se fondant sur les travaux effectués durant la cinquième session ainsi que sur les consultations informelles et bilatérales, et qu'il la présente au Conseil des droits de l'homme pour adoption, conformément au mandat du Groupe de travail, comme indiqué au paragraphe 1 de la résolution 21/19 et dans des résolutions ultérieures du Conseil ;

b) Que les États et les autres parties prenantes intéressées tiennent compte, lors de l'examen du texte, des progrès considérables accomplis tout au long du processus de négociation ;

c) Que les États et les autres parties prenantes intéressées continuent de collaborer et de dialoguer de manière constructive et fassent preuve de davantage de souplesse dans les consultations bilatérales et informelles afin de parvenir rapidement à une déclaration inclusive et significative ;

d) Que les États attachent la plus haute importance à l'adoption rapide du projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, et fassent preuve de toute la volonté politique nécessaire à cet effet, en vue de remédier à la situation à laquelle ces personnes sont confrontées et de permettre qu'elles continuent de contribuer à l'éradication de la pauvreté, à la lutte contre la faim et à la promotion du développement durable.

## Annexe I

### List of participants

#### States Members of the Human Rights Council

1. Angola, Brazil, Chile, China, Côte d'Ivoire, Cuba, Ecuador, Egypt, Ethiopia, Germany, Iraq, Japan, Mexico, Nepal, Pakistan, Panama, Peru, Republic of Korea, Senegal, Slovakia, Slovenia, South Africa, Spain, Switzerland, Togo, Tunisia, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, United States of America, Venezuela (Bolivarian Republic of).

#### States Members of the United Nations

2. Argentina, Austria, Azerbaijan, Belgium, Bolivia (Plurinational State of), Bulgaria, Colombia, Costa Rica, Dominican Republic, France, Greece, Guatemala, Honduras, India, Indonesia, Jordan, Latvia, Luxembourg, Mali, Malta, Morocco, Myanmar, Nicaragua, Paraguay, Portugal, Romania, Russian Federation, Uruguay, Zambia.

#### Non-Member States

3. Holy See, State of Palestine.

#### Intergovernmental organizations

4. European Union, Food and Agriculture Organization of the United Nations, International Labour Organization, Non-Aligned Movement, South Centre.

#### Non-governmental organizations in consultative status with the Economic and Social Council

##### General

5. Centre Europe — Tiers Monde (CETIM), International Indian Treaty Council (IITC).

##### Special

6. Bäuerliche Erzeugergemeinschaft Schwäbisch Hall w.V. (BESH).

##### Roster

7. American Anthropological Association, FIAN International e.V., International Federation of Rural Adult Catholic Movements (FIMARC), International Union of Food Agricultural, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers Associations (IUF).

##### Other non-governmental organizations

8. Alliance for Food Sovereignty in Africa (AFSA), Comité français pour la Solidarité Internationale, Community Self Reliance Centre (COSEREC), Farmworkers Association of Florida, Indonesian Peasant Union (SPI), Korean Women Peasants Association (KWPA), Red Nacional de Agricultura Familiar (RENAF), SOS Faim, Via Campesina, World Forum of Fisher People (WFFP).

## Annexe II

### Summary of statements by panellists

1. Professor José Esquinas Alcazar emphasized that the recognition of the right to seeds in the UN Declaration is crucial for the realization of the human rights of peasants as well as of the entire world population. According to FAO, seeds are essential to ensure food security for this generation. Small-scale farmers could not survive without seeds thus the importance of maintaining biological diversity. Peasants have developed, conserved, and now provide to other farmers, who will improve biodiversity. He also highlighted that there is no way to combating climate change that it is not based on biological diversity of seeds of farmers who adapt crops to the changing climate conditions. Mr. Esquinas underscored that biodiversity is key to achieve many of the Sustainable Development Goals including eradication of poverty, eradication of hunger and malnutrition, and those related to climate change and the preservation of biodiversity. In his conclusions, he suggested that the right to seeds is in fact not a new right but reflected the application of existing agreements to the specific needs and vulnerabilities of peasants and, that it was important to recognize and reaffirm in the human rights framework.

2. Mr. Million Belay underlined the cultural importance of food sovereignty for peasants and other people working in rural areas, which has four elements: (a) the spirituality of food as many communities regard food and land that produces it as sacred; (b) food as essential for their livelihood, health and healing; (c) language and knowledge of local people connected with food and food production; and (d) governance as local community manages its governance and their relationship with environment. Food sovereignty is also critical for promoting healthy food, against the increasing trends of obesity in some parts of the world and malnutrition in other parts. Promoting agroecology, a food production system that is ecologically sound and sustainable, offers possibilities to protect food sovereignty while respecting planetary boundaries, thereby contributing towards the implementation of the SDGs and the Paris Agreement.

3. Mr. Diego Monton outlined the contributions of his organization to raising attention to the dreadful situation of peasants worldwide, and highlighted the importance of the draft declaration in protecting their rights, resolving conflicts and building peace and social justice. Mr. Monton clarified that the concept of collective rights is based on the relationship between individuals and their community, which should be recognized by the international community. He highlighted the importance of combatting discrimination against peasants in exercising their collective rights, in particular on land ownership. He pointed out that existing legislations may protect the rights of indigenous peoples but do not offer sufficient protection to other affected communities, including peasants.

4. Professor Smita Narula<sup>1</sup> underlined the importance and urgency of articulating a substantive right to land in the context of widespread hunger and food insecurity in rural communities, forced displacements, large-scale land grabs, climate change, rapid urbanization, consolidation of corporate control in the food sector, the impoverishment of small-scale farmers and fisherfolks, and the exploitative and often inhuman treatment of landless and migrant workers. She pointed out that existing international human rights laws do not provide sufficient normative support to peasants and other rural communities to claim their right to land. The absence of a clear articulation of the rights and duties related to land allows for excessive interpretive discretion, with the result that the enforcement of existing standards has been partial and uneven at best.

5. International human rights law must therefore evolve from an instrumentalist approach to land to the recognition that land sustains life and forms culture and identity, and is, therefore, in and of itself a substantive human right. Moreover, if access to land continues to be given primarily instrumental consideration — as an asset that serves as a gateway to the realization of other rights — then States can continue to undermine rural

<sup>1</sup> Full statement available on the website of the Fifth Session of the Working Group on Peasants.

communities' access to land by claiming that there are other means to satisfy these corollary rights. Articulating a substantive right to land in the Declaration can help close this normative gap, which is also in keeping with the evolutionary character of international human rights law.

6. Ms. Yiching Song highlighted the challenges facing women in rural areas. Economic globalization is the cause of insufficient ecological and social development, threatens local food systems and leads to unemployment, hunger and migration. Ms. Song referred to women farmers as managers of natural resources (water, seeds and land). Ms. Song regretted that scientific technology has not paid enough attention to small-scale farmers. She also underscored the importance of the Declaration as it is focused on the specific needs of peasants, has a rights-based framework and recognizes both individual and collective rights. The Declaration is also closely related to the SDGs. Also, Ms. Song pointed to the usefulness of the Declaration in guiding national laws and policy design aimed at protecting the rights of peasants, in particular women farmers.

## Annexe III

### List of concrete suggestions

#### General

##### Colombia

Colombia reiterated a number of comments made on the draft declaration as presented at the 4th session.

#### Preamble

##### Colombia

Suggested to replace “food sovereignty” with “food security”;

##### Argentina

Suggested replacing “food sovereignty” with “food security in PP 22

##### South Africa

- To add: Recalling the principles proclaimed in the Charter of the United Nations which recognize the inherent dignity and worth and the equal and inalienable rights of all members of the human family as the foundation of freedom, justice and peace in the world, (from the preamble of the CRPD),
- To add: Reaffirming the universality, indivisibility, interdependence and interrelatedness of all human rights and fundamental freedoms; and further reaffirming the fundamental human rights principles of human rights: equality, non-discrimination and transparency, dignity, transparency, inclusion, equity, participation accountability and the need for peasants and other people working in rural areas to be guaranteed their full enjoyment,
- South Africa proposes language that speaks to the empowerment and capacity building for peasants and other people working in rural areas on their rights so that they are able to fully participate in the decision making processes,
- Add language on mobilizing resources and investment in implementation and capacity-building. It is important that international cooperation also be reflected.

#### ILO

Proposal for a new paragraph(s), possibly after pp10 or pp14:

“Recognizing that most child labour is performed in the various subsectors of agriculture, much of this work is hazardous, and that is mainly performed in informal and family enterprises that depend on their children’s labour,”

The above paragraph is based on the language used in the Buenos Aires Declaration adopted by IV Global Conference on the Sustained Eradication of Child Labour. The original paragraph reads as follows: “Recognizing that 71 per cent of child labour is performed in the various subsectors of agriculture, 42 per cent of this work is hazardous, and is mainly performed in informal and family enterprises that depend on their children’s labour”.

An additional paragraph that we would like to propose for your consideration, which is also taken from the Buenos Aires Declaration, reads as follows:

“Recognizing the importance of rural poverty reduction, the extension of social protection and access to public, free, complete, universal, quality primary and secondary education,



affordable, quality technical vocational and tertiary education and life-long learning, and of area-based and community interventions for eradicating child labour and forced labour.”

## PP1

### EU

*Taking into account the Committee on World Food Security’s Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, the Principles for Responsible Investment (RAI principles) in Agriculture Systems, the Fisheries and Forests in the Context of National Food Security, the Voluntary Guidelines for Securing Sustainable Small Scale Fisheries in the Context of Food Security and Poverty Eradication, the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture and the Voluntary Guidelines to Support the Progressive Realization of the Right to Adequate Food in the Context of National Food Security, and the Committee on World Food Security’s (CFS) Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests in the Context of National Food Security* as well as the principles proclaimed in the Charter of the United Nations, the Universal Declaration of Human Rights, the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, the International Covenant on Civil and Political Rights, the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, the Convention on the Elimination of All Forms of discrimination against Women, the Declaration on the Right to Development, the Convention on the Protection of the Rights of all Migrant Workers and Members of Their Families, the Convention on the Rights of the Child, relevant conventions of the International Labour Organization, **the Convention on Biological diversity and its Protocols** and other relevant international instruments that have been adopted at the universal or regional level,

### ILO

“*Taking into account* the principles proclaimed in the Charter of the United Nations ... relevant instruments of the International Labour Organizations, including the 1998 Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work and the 2008 Declaration on Social Justice for a Fair Globalization, and other relevant international instruments that have been adopted at the universal or regional level.”

## PP3

### EU

Recognizing the special relationship and interaction between peasants and other people **persons** working in rural areas, and the land, water and nature to which they are attached and on which they depend for their livelihood,

## PP4

### EU

Recognizing also the past, present and future contributions of peasants and other people **persons** working in rural areas in all regions of the world to development and to conserving and improving biodiversity, which constitute the basis of food and agricultural production throughout the world, and their contribution in ensuring the right to adequate food and food security which are fundamental to attaining the internationally agreed development goals, including the 2030 Agenda for Sustainable Development,

### Switzerland

Concernant le paragraphe 4 («Reconnaissant également les contributions passées, présentes et futures, ...»), nous vous enverrons nos quelques modifications par écrit qui concernent l’addition de la notion de développement durable.

## **PP5**

EU

*Concerned* that peasants and other people **persons** working in rural areas suffer disproportionately from poverty, hunger and malnutrition,

## **PP6**

EU

Concerned also that peasants and other people **persons** working in rural areas suffer from the burdens caused by environmental degradation and climate change,

## **PP7**

### **Switzerland**

Concernant le paragraphe 7 («Constatant en outre avec préoccupation que la population paysanne est en vieillissement, ...»), nous souhaiterions ajouter la reconnaissance de la problématique de la migration vers les zones urbaines. Nous proposons donc de compléter le texte comme ceci:

“Concerned further about peasants ageing around the world and youth increasingly **migrating to urban areas and** turning their backs on agriculture (the rest as is it)”

## **PP8**

EU

Alarmed by the increasing number of peasants and other people **persons** working in rural areas forcibly evicted or displaced every year,

## **PP11**

EU

Stressing also that several factors make it difficult for peasants and other people **persons** working in rural areas, including small-scale fishers and fish workers pastoralists, foresters and other local communities to make their voices heard, to defend their human rights and tenure rights, and to secure the sustainable use of the natural resources on which they depend,

## **PP12**

EU

Recognizing that access to land, water, seeds and other natural resources is an increasing challenge for rural people **persons**, and stressing the importance of improving access to productive resources and investment in appropriate rural development,

## **PP13**

EU

Convinced that peasants and other people **persons** working in rural areas should be supported in their efforts to promote and undertake sustainable practices of agricultural production that support and are in harmony with nature, also referred to as Mother Earth in

a number of countries and regions, including by respecting the biological and natural ability of ecosystems to adapt and regenerate through natural processes and cycles,

## PP14

EU

Considering the hazardous and exploitative conditions that exist in many parts of the world under which many peasants and other people **persons** working in rural areas have to work, often denied the opportunity to exercise their fundamental rights at work, and lacking living wages and social protection,

## PP15

Switzerland

Par rapport au paragraphe 15 («Constatant avec préoccupation que des particuliers, des groupes et des institutions œuvrant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme»), nous rappelons que ce sont les Etats qui sont responsables de protéger les droits de l'homme, pas des particuliers ou des groupes. Nous proposons donc de remplacer le mot «protéger» dans ce paragraphe par le mot «défendre».

## PP16

EU

Noting that peasants and other people **persons** working in rural areas often face difficulties in gaining access to courts, police officers, prosecutors and lawyers to the extent that they are unable to seek immediate redress or protection from violence, abuse and exploitation,

## PP17

Switzerland

Concernant le paragraphe 17 («Préoccupé par la spéculation sur les produits alimentaires,»), nous souhaiterions modifier le texte comme ceci:

“Concerned about speculation on food products, and the increasing concentration in agroindustry and uneven power relations along the value chains and between different parties as well as unbalanced distribution of food, which impairs the enjoyment of human rights”

## PP20

EU

Reaffirming that the right to development is an inalienable human right and an integral part of fundamental human rights. Reaffirming that the right to development is an inalienable human right by virtue of which every human person and all peoples are entitled to participate in, contribute to and enjoy economic, social, cultural and political development, in which all human rights and fundamental freedoms can be fully realized,

## PP21

EU

Recalling the right of peoples **persons** to exercise, subject to the relevant provisions of both International Covenants on Human Rights, full and complete sovereignty over all their natural wealth and resources,

**PP22****Argentina**

Recognizing that the concept of food sovereignty **security** has been used in many States and regions to designate the right to define their food and agriculture systems and the right to healthy and culturally appropriate food produced through ecologically sound and sustainable methods that respect human rights

**EU**

Recognizing that the concept of food sovereignty **security** has been being used in many States and regions to designate the right to define their food and agriculture systems and the right to healthy and culturally appropriate food produced through ecologically sound and sustainable methods that respect human rights

**PP24****EU**

Recalling also the extensive work of the Food and Agriculture Organization of the United Nations and the Committee on World Food Security on the right to food, tenure rights, access to natural resources and other rights of peasants, in particular the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture, and the Organization's Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests in the Context of National Food Security, the Voluntary Guidelines for Securing Sustainable Small-Scale Fisheries in the Context of Food Security and Poverty Eradication and the Voluntary Guidelines to Support the Progressive Realization of the Right to Adequate Food in the Context of National Food Security, **and the Committee on world Food Security's (CFS) Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests in the Context of National Food Security,**

**PP26****EU**

Convinced of the need for greater protection of the human rights of peasants and other people **persons** working in rural areas, and for a coherent interpretation and application of existing international human rights norms and standards in this matter,

**PP27****EU**

Solemnly adopts the following declaration on the rights of peasants and other people **persons** working in rural areas:

**Article 1****Colombia**

Suggested changing peasant with "persona campesina"

**EU**

Title: Definition of peasants and other people persons working in rural areas

### **South Africa**

South Africa is also supportive of including those also living in rural areas considering the Declaration's reference to older persons and children. In this regard, in addition to those dependent family members of peasants to also include "rural households".

### **Brazil**

Add "traditional communities" in Article 1, paragraph 3.

### **Jordan**

Article 1.4: deletion of "regardless of their legal status."

### **Ecuador**

Proposed adding "local communities" after "indigenous peoples" in paragraph 3.

### **ILO**

While supporting Brazil and Switzerland's proposal to include a reference to traditional communities in paragraph 4, we recommend retaining the rest of the paragraph as originally drafted.

### **American Anthropology Association**

I'll end by asking that you note what I think is a typographical error. The last word of paragraph 1 ought to be the singular "land" not the plural "lands".

### **CSRC**

Para. 1: last sentence — land, forest and water or land and natural resource (not only land, forest and water as well).

Para. 2: Request you to include sharecroppers and tenants in the definition of peasants.

Para. 2: Instead of any person, any women and men, in South Asia farmer, means Kishan which only denotes men and not women

Para. 3: together with Indigenous people add the group dalits which are marginalized groups in South Asia especially in Nepal and India

## **Article 2**

### **Japan**

1. States shall respect, protect and fulfil the rights of peasants and other people working in rural areas. They may shall promptly take legislative, administrative and other appropriate steps to achieve progressively the full realization of the rights of the present declaration that cannot be immediately guaranteed.

### **EU**

1. States shall respect, protect and fulfil the rights of peasants and other people **persons** working in rural areas. They shall promptly take legislative, administrative and other appropriate steps to achieve progressively the full realization of the rights of the present declaration that cannot be immediately guaranteed.

2. Particular attention shall be paid in the implementation of the present declaration to the rights and special needs of peasants and other people **persons** working in rural areas, including older persons, women, youth, children and persons with disabilities, taking into account the need to address multiple forms of discrimination.

3. Without disregarding specific legislation on indigenous peoples, before adopting and implementing legislation and policies, international agreements and other decision-making

processes that may affect the rights of peasants and other people **persons** working in rural areas, States shall **should** consult and cooperate in good faith with peasants and other people **persons** working in rural areas through their own representative institutions, engaging with and seeking the support of peasants and other people **persons** working in rural areas who could be affected by decisions before those decisions are made, and responding to their contributions, taking into consideration existing power imbalances between different parties and ensuring active, free, effective, meaningful and informed participation of individuals and groups in associated decision-making processes.

5. States shall take all necessary measures to prevent **ensure** non-State actors that they are in a position to regulate, such as private individuals and organizations, and transnational corporations and other business enterprises, from nullifying or impairing the enjoyment of the rights of peasants and other people **persons** working in rural areas.

6. States, recognizing the importance of international cooperation in support of national efforts for the realization of the purposes and objectives of the present declaration, shall take appropriate and effective measures in this regard, between and among States and, as appropriate, in partnership with relevant international and regional organizations and civil society, in particular organizations of peasants and other people **persons** working in rural areas, among others. Such measures could include:

(a) Ensuring that relevant international cooperation, including international development programmes, is inclusive, accessible and pertinent to peasants and other people **persons** working in rural areas;

(d) Providing, as appropriate, technical and economic assistance, facilitating access to and sharing of accessible technologies, and through the **voluntary** transfer of technologies, particularly to developing countries on mutually agreed terms;

#### **Switzerland**

La déclaration doit selon ma délégation également mentionner systématiquement la responsabilité/l'obligation de la population paysanne de se conformer aux normes environnementales internationales. Par ailleurs, nous partageons ce qui a été dit précédemment et que les obligations en matière de protection de l'environnement des acteurs non-étatiques devraient aussi être inscrites.

Ma délégation se félicite de l'inclusion de l'expression «dans des conditions convenues d'un commun accord» dans le paragraphe 6, d). Nous demandons simplement qu'une virgule soit insérée avant ce terme.

#### **India**

Recommended deleting paragraph 4.

#### **Brazil**

Proposed, as a compromise, moving the text of paragraph 4 to the preamble

#### **Experts**

Were against the deletion or moving paragraph 4 to the preamble.

#### **CSOs**

Proposed amending the text, for example, by including after “international agreements” the text “as they apply to peasants and persons working in rural areas” or substituting “their human rights obligations” for “the present declaration”.

#### **CSRC**

Para. 1: should be deleted; Present declaration that cannot be immediately guaranteed

Para. 2: add after children, Dalits

### Via Campesina Asia

Art. 2 Clause 4 was introduced in the context of trade, finance and other obligations of the State in the draft introduced last year. The draft declaration in the 4th Session reads as follows;

“States shall elaborate, interpret and apply international agreements and standards, including in the areas of trade, investment, finance, taxation, environmental protection, development cooperation and security, in a manner consistent with their human rights obligations.”

To ensure the obligations of the States towards applying the International Instruments we would like the article to read as follows:

“States shall elaborate, interpret and apply international agreements and standards in manner consistent with their human rights obligations as they apply to peasants and other people working in rural areas.”

We also do not agree with the change to the word “may” instead of “shall” as suggested by the distinguished delegate from Japan. So we request that the word “Shall” be retained.

### Article 3

#### EU

#### **Title: Equality and non-discrimination, and right to development**

1. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to the full enjoyment of all human rights recognized in the Charter of the United Nations, the Universal Declaration of Human Rights and all other international human rights instruments, free from any kind of discrimination in the exercise of their rights based on any grounds such as origin, nationality, race, colour, descent, sex, language, culture, marital status, property, disability, nationality, age, political or other opinion, religion, birth or economic, social or other status.
2. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to determine and develop priorities and strategies to exercise their right to development.
3. States shall take appropriate measures to eliminate conditions that cause or help to perpetuate discrimination, including multiple and intersecting forms of discrimination, against peasants and people **persons** working in rural areas.

#### South Africa

Proposes that the title of this Article reflect the fundamental principles of human rights: equality, non-discrimination and transparency, dignity, inclusion, equity, participation accountability

Agrees that Peasants and Other People working in rural areas are equal to all other people in dignity and rights

1. propose the reinsertion of fundamental freedoms after human rights
3. propose that the Chair utilize language from the ICERD which extensively deals with affirmative action issues.

#### Switzerland

Nous proposons de faire référence au développement durable dans l'article 3, conformément à l'Agenda 2030.

#### India

Suggested art. 3 should use agreed language.

## ILO

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to the full enjoyment of all human rights recognized in the Charter of the United Nations, the Universal Declaration of Human Rights and all other international human rights instruments, free from any kind of **direct and indirect** discrimination in the exercise of their rights based on any grounds such as origin, nationality **and national extraction**, race, colour, descent, sex, language, culture, marital status, property, disability, nationality, age, political or other opinion, religion, birth or economic, social or other status.
2. Peasants and other people working in rural areas have the right to determine and develop priorities and strategies to exercise their right to development.
3. States shall take appropriate measures to eliminate conditions that cause or help to perpetuate discrimination, including multiple and intersecting forms of discrimination, against peasants and people working in rural areas.

## CSRC

I draw your attention to include the word after race ‘caste’ which is still prevalent in South Asia and due to this most of the dalits and indigenous peoples are deprived from the land.

## Article 4

### South Africa

1. States ... shall take **all appropriate measures, including legislative, judicial, administrative or other measures** to ensure the full and equal enjoyment by peasant women and other women working in rural areas of all human rights and fundamental freedoms”. Another important area that needs to be reflected in the Declaration is the **recognition and empowerment of women as contributors to food security and agricultural development**.

### Brazil

- 2 (a) To participate equally and effectively in the formulation and implementation of development planning at all levels, **considering the importance of empowering and increasing the participation of rural women in decision-making spaces in organizations and in politics**.

### Colombia

On paragraph 1, Colombia suggested the following addition

Los Estados adoptarán todas las medidas apropiadas para erradicar todas las formas de discriminación de las campesinas y otras mujeres que trabajan en las zonas rurales a fin de asegurar que, sobre la base de **la igualdad de género** entre hombres y mujeres, estas disfruten plenamente y en condiciones de igualdad de todos los derechos humanos y libertades fundamentales y que libremente puedan perseguir su desarrollo económico, social, político y cultural, participar en él y aprovecharlo.

### Holy See

Suggested the deletion at Art.4.2.b of “information, counselling and family planning” that could include abortion and similar actions that are not in line with peasants’ interests

### Switzerland

Suggested adding in 2.a “decision-making”, in 2.f “participate actively” and in 2.j add “and other harmful practices”.



## CSRC

Including women's rights to "productive resources" including natural resources, financial resources — banking, credit loan, social resources — education, skills, information, health care, energy, technology, and political participation in all decision making processes.

Mr. Chairman, I would like to draw your attention in following points;

1. We further ask the WG to Recognise women's rights to Private property — including inheritance of agricultural land, house, etc. whether under secular or under customary/personal law. So I would like to take your attention to add (k.) "to promote inheritance in housing and agriculture land of women and men"
2. Ensure rural Women rights to Public resources — including land redistribution, joint land leasing, common property resources (for water, fuel, grazing, forests, street markets, etc.), public services for water, energy, and food security, all kinds of social protection measures, infrastructure and market access, technological resources and training.
3. Ensure rural women can acquire assets including Property and other resources in the market. Remove all direct and indirect obstacles including bureaucratic administrative process.

## Article 5

### EU

#### Title: Right Access to natural resources

1. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to have access to and to use **in a sustainable manner and in line with the pertinent requirements set out in environment protection legislations**, the natural resources present in their communities that are required to enjoy adequate living conditions. They have the right to participate in the management of these resources and to enjoy in a fair and equitable way the benefits of their development and conservation in their communities.
2. States shall take measures to ensure that any exploitation of the natural resources that peasants and other people **persons** working in rural areas traditionally hold or use is permitted based on:
  - (a) A social and environmental impact assessment duly conducted by technically capable and independent entities, with the individual and collective involvement of peasants and other people **persons** working in rural areas;
  - (c) Modalities for the fair and equitable sharing of the benefits of such exploitation that have been established on mutually agreed terms between those exploiting the natural resources and the peasants and other people **persons** working in rural areas.

### Brazil

We consider that there is a need to improve the text of Article 5, paragraphs 2 and 2(a). Those paragraphs seem to link any kind of exploitation of natural resources, **including those by peasants**, to a social and environmental impact assessment analysis.

We consider that not necessarily all traditional practices of peasants and traditional communities have to be submitted to a social and environmental impact assessment.

In addition, we are concerned that the expression "independent entities" in paragraph 2 (a) lacks definition. In the case of Brazil, this would mean: the Brazilian Institute of Environment and Renewable Natural Resources (IBAMA), which is an independent public agency in charge of environmental impact assessments in protected areas, including those occupied by traditional communities.

In this context, and in line with article 14, paragraph 1 (a) of the Convention on Biological Diversity, which is, we believe, one of the sources of article 5 of this draft Declaration, we would propose the following edits in paragraph 2:

2. States shall take measures to ensure that any exploitation of the natural resources that peasants and other people working in rural areas traditionally hold or use is permitted, **as far as possible, and as applicable**, based on:

With regard to subparagraph (a), in order to clarify the scope of “technically capable and independent entities” we propose the following edits:

(a) A social and environmental impact assessment duly conducted by technically capable and independent entities **established under applicable domestic law/as defined at the national level**, with the individual and collective involvement of peasants and other people working in rural areas;

Concerning subparagraph (c), we propose to add reference to ILO Convention 169 after “article 2.3 of the present declaration”, since it is Convention 169 the instrument that regulates matters related to FPIC.

### **Chile**

1. [De conformidad a la legislación de cada Estado,] los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen derecho a acceder a los recursos naturales presentes en su comunidad y necesarios para gozar de condiciones de vida adecuadas, y a utilizar dichos recursos. Tienen derecho a participar en la gestión de estos recursos y a disfrutar de manera justa y equitativa de los beneficios de su desarrollo y conservación en su comunidad.

2. Los Estados adoptarán medidas para garantizar [el uso sostenible] que se permita toda forma de explotación de los recursos naturales que los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales mantengan o empleen tradicionalmente, para lo cual [podrán basarse, entre otras en:] se basarán:

(a) Una evaluación del impacto social y ambiental debidamente realizada por entidades independientes y con capacidad técnica, con la participación individual y colectiva de los campesinos y de otras personas que trabajan en las zonas rurales;

(b) Consultas celebradas de buena fe, de conformidad con el artículo 2.3 de la presente declaración;

(c) Modalidades de participación justa y equitativa en los beneficios de esa explotación, establecidas en condiciones mutuamente acordadas entre quienes explotan los recursos naturales y los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales.

### **Japan**

I would like to express our support to the proposal made by the European Union to change the title of Article 5 to “Access to natural resources”, instead of “Right to natural resources”

### **South Africa**

2a, South Africa proposes an addition to 5.2a it should read individual and collective involvement including sensitization

### **Jordan**

Suggested deleting the excessive “have” and “to” (under “have the right to have access to”), in its first line.

### **Switzerland**

Il nous semble important lorsque l'on parle de ressources naturelles de mentionner explicitement la responsabilité de préserver l'environnement en accord avec les objectifs du développement durable.

Suggested merging art. 5 with art. 17

**Diego Monton (expert)**

Suggested to use the term “sustainable use” of natural resources and agreed that the problems of sustainable management of natural resources are related to large-scale companies rather than peasants. Along the same lines

**CSRC**

Add the para no involuntary or forced displacement in the name of development, national parks, national forest and special economic zone and commercialization of agriculture.

Also add, without permission of peasants and other people working in rural area no land and natural resource grabbing in the name of different name.

**Article 6****EU****Title: Right to life, prohibition of torture, liberty and security of person**

1. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to life, physical and mental integrity, liberty and security of person
2. Peasants and other people **persons** working in rural areas shall not be subjected to arbitrary arrest or detention, torture or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, and shall not be held in slavery or servitude.

**South Africa****Title: Right to life, liberty, security of person and the enjoyment of fundamental freedoms**

6.2 South Africa proposes addition on human trafficking

**Article 7****EU**

1. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to recognition everywhere as persons before the law.
2. States shall take appropriate measures, including by means of international agreements, to facilitate the freedom of movement of peasants and other people **persons** working in rural areas, and in particular pastoralists, fisherfolk, nomads, semi-nomads, and migrant and seasonal agricultural workers, including across borders.
3. States shall cooperate to address transboundary tenure issues affecting peasants and other people **persons** working in rural areas that cross international boundaries.

**India**

Suggested that listing of “other people working in rural areas, in particular pastoralists, fisherfolk ...” is not necessary to be repeated if the definition under art. 1 includes them.

**Article 7, para. 3**

India suggested to delete this paragraph since the notion of transboundary tenure issues is ambiguous and does not address the concerns of India.

**CSRC**

I would like to take your attention to add para; a para security of land rights defender, farmers’ leaders, peasants and land rights activists.

## Article 8

### EU

1. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to freedom of thought, belief, conscience, religion, opinion, expression and peaceful assembly. They have the right to express their opinion, including through claims, petitions and mobilizations, at the local, regional, national and international levels.
2. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right, individually and collectively, in association with others or as a community, to participate in peaceful activities against violations of human rights and fundamental freedoms.

## Article 9

### EU

1. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to form and join organizations, trade unions, cooperatives or any other organization or association of their own choosing for the protection of their interests, and to bargain collectively. Such organizations shall be independent and voluntary in character, and remain free from all interference, coercion or repression.
2. States shall take appropriate measures to encourage the establishment of organizations of peasants and other people **persons** working in rural areas, including unions, cooperatives or other organizations, particularly with a view to eliminating obstacles to their establishment, growth and pursuit of lawful activities, including any legislative or administrative discrimination against such organizations and their members, and provide them with support to strengthen their position when negotiating contractual arrangements in order to ensure that conditions and prices are fair and stable and do not violate their rights to dignity, a decent life and a sustainable livelihood.

## Article 10

### EU

1. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to active and free participation, directly and/or through their representative organizations, in the formulation **preparation of**, implementation and assessment of policies, programmes and projects that may affect their lives, land and livelihoods.
2. States shall take adequate measures to ensure the participation, directly and/or through their representative organizations, of peasants and other people working in rural areas in decision-making processes that affect their lives, land and livelihoods **States shall strive to promote active and free participation, directly and/or through their representative organisations, in the formulation of policies that may affect their lives, land and livelihoods**; this includes respecting the establishment and growth of strong and independent organizations of peasants and other people **persons** working in rural areas and promoting their participation in the formulation and implementation **preparation** of food safety, labour and environmental standards that may affect them.

### South Africa

Including the issue of free, prior and informed consent

### Smita Narula (expert)

Suggested adding agricultural policies to the list in art. 10.2

## Article 11

EU

### Title: Right to Access to information with regard to production, marketing and distribution

1. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to seek, receive, develop and impart information, **as appropriate**, including information about factors that may affect the production, processing, marketing and distribution of their products.
2. States shall adopt appropriate measures to ensure that peasants and other people **persons** working in rural areas have access, **as appropriate**, to transparent, timely and adequate information in a language and form and through means adequate to their cultural methods that ensure their effective participation in decision-making in matters that may affect their lives, land and livelihoods.
3. Peasants and other people **persons** working in rural areas **should** have the right **access** to a fair, impartial and appropriate system of evaluation and certification of the quality of their products at the local, nation and international levels, and to participate in its formulation.

South Africa

2 — language reformulation — ...include “**relevant**” in addition to transparent, timely and adequate information so as to ensure and also add “**taking into account their cultural methods so as to**” before the words ensure their effective participation in decision and also add “**overall well-being and empowerment**” after the words livelihoods.

## Article 12

EU

1. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to effective and non-discriminatory access to justice, including access to fair procedures for the resolution of disputes and to effective remedies for all infringements of their human rights. Such a decision shall give due consideration to their customs, traditions, rules and legal systems in conformity with relevant obligations under international human rights law.
3. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to legal assistance. States shall consider additional measures, including legal aid, to support peasants and other people working in rural areas who would otherwise not have access to administrative and judicial services.
5. States shall provide peasants and other people **persons** working in rural areas with effective mechanisms for the prevention of and redress for any action that has the aim or effect of violating their human rights, **arbitrarily** dispossessing them of their land and natural resources or of depriving them of their means of subsistence and integrity, and for any form of forced sedentarization or population displacement.

CSRC

Kindly requested to add sentence state should ensure to stop such kind of investment in agriculture and land and eviction of informal tenants, sharecroppers and smallholders in the declaration for the protection and rights these groups.

Ana Maria Suárez Franco

En cuanto al punto resaltado sobre la Unión Europea de no usar la palabra “dispossesing” y anteponer la palabra “arbitrary” se aclaró que:

De conformidad con el diccionario legal la palabra despojo es la traducción correcta para “dispossesing”. En español la palabra correcta, teniendo en cuenta su uso común, es despojo.

No se recomienda incluir el término arbitrario, pues precisamente lo que necesitan los campesinos y campesinas, para determinar si el despojo es arbitrario o no es el acceso a la justicia. Si ya se incluye el término “arbitrario” en la declaración, las autoridades administrativas podrían alegar la arbitrariedad según su criterio y justificar el despojo, sin que se garantice el acceso a los recursos jurídicos a los campesinos y campesinas que requerirían cuestionar judicialmente esa arbitrariedad.

## Article 13

### EU

1. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to work, which includes the right to choose freely the way they earn their living.
2. States shall create an enabling environment with opportunities for work and that provides remuneration allowing for an adequate standard of living for peasants and other people **persons** working in rural areas and their families.
3. In States facing high levels of rural poverty and in the absence of employment opportunities in other sectors, States shall **consider** take **taking** appropriate measures to establish and promote food systems that are sufficiently labour-intensive to contribute to the creation of decent employment.
5. No one shall be required to perform forced, bonded or compulsory labour, be subject to the risk of becoming a victim of human trafficking or be held in any other form of contemporary slavery. States shall, in consultation and cooperation with peasants and other people **persons** working in rural areas and their representative organizations, take appropriate measures to protect them from economic exploitation and all forms of contemporary slavery, such as debt bondage of women, men and children, and forced labour, including of fishers and fish workers, forest workers, or seasonal or migrant workers.

### Switzerland

Underlined the essentialness of highlighting local aspects, especially in paras 2 and 3, to avoid the article being read as legitimising large scale acquisition of land. The delegate also made some suggested changes to para. 13.2 (suggested changes in bold) ‘states shall create e enabling environment with opportunities for work for **peasants, those working in rural areas and their families**. In para. 13.3 the delegate suggested the following changes: “... promote **sustainable** food systems” and “... creation of decent employment **especially for local work force**”.

### ILO

2. States shall create an enabling environment with opportunities for **decent** work and that provides remuneration.
6. Child labour, defined in the relevant ILO fundamental Conventions as types of work that the child concerned is too young to perform, shall be prohibited and eliminated. All children under the age of 18 years shall be protected from hazardous work or other worst forms of child labour.

### Christophe Golay (expert)

Specified that 13.2 should include peasants and other rural workers, and the reference to remuneration should not be removed.

## Article 14

### EU

1. Peasants and other people **persons** working in rural areas, irrespective of whether they are temporary, seasonal or migrant workers, have the rights to work in safe and healthy conditions, to participate in the application and review of safety and health measures, to select safety and health representatives and representatives in safety and health committees, to measures to prevent, reduce and control hazards and risks, to have access to adequate and appropriate protective clothing and equipment and to adequate information and training on occupational safety, to work free from violence and harassment, including sexual harassment, to report unsafe and unhealthy working conditions, and to remove themselves from danger resulting from their work activity when they reasonably believe that there is an imminent and serious risk to their safety or health, without being subject to any work-related retaliation for exercising such rights.
2. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right not to use or to be exposed to hazardous substances or toxic chemicals, including agrochemicals or agricultural or industrial pollutants.
3. States shall take appropriate measures, **in accordance with relevant ILO conventions, the OECD Guidelines for multinational enterprises, the UN Guiding Principles, the OECD-FAO Guidance for Responsible Agricultural Supply Chains, the United Nations Guiding Principles on Business and Human Rights and General Comment No. 24 on State Obligations under the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights in the Context of Business Activities (CESCR)**, to protect the above-mentioned rights for the safety and health at work of peasants and other people **persons** working in rural areas, and shall in particular designate appropriate competent authorities responsible, and establish mechanisms for intersectoral coordination for the implementation of policies and enforcement of national laws and regulations on occupational safety and health in agriculture, the agro-industry and fisheries, provide for corrective measures and appropriate penalties, and establish and support adequate and appropriate systems of inspection for rural workplaces.

### ILO

1. Peasants and other people working in rural areas, irrespective of whether they are temporary, seasonal or migrant workers, have the rights to work in safe and healthy conditions, to participate in the application and review of safety and health measures, to select safety and health representatives and representatives in safety and health committees, **to the implementation of** measures to prevent, reduce and control **workplace** hazards and risks, to have access to adequate and appropriate protective clothing and equipment and to adequate information and training on occupational safety, to work free from violence and harassment, including sexual harassment, to report unsafe and unhealthy working conditions **without fear of reprisal**, and to remove themselves from danger resulting from their work activity when they reasonably believe that there is an imminent and serious risk to their safety or health, without being subject to any work-related retaliation for exercising such rights.

## Article 15

### EU

1. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to adequate food and the fundamental right to be free from hunger. This includes the right to produce food and the right to adequate nutrition, which guarantee the possibility of enjoying the highest degree of physical, emotional and intellectual development.
2. States shall ensure that peasants and other people **persons** working in rural areas enjoy physical and economic access at all times to sufficient and adequate food that is produced and consumed sustainably and equitably, respecting their cultures, preserving

access to food for future generations, and that ensures a physically and mentally fulfilling and dignified life for them, individually and collectively, responding to their needs.

4. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to determine their own food and agriculture systems, recognized by many States and regions as the right to food sovereignty. This includes the right to participate in decision-making processes on food and agriculture policy and the right to healthy and adequate food produced through ecologically sound and sustainable methods that respect their cultures.

5. States shall formulate, in partnership with peasants and other people **persons** working in rural areas, public policies at the local, national, regional and international levels to advance and protect **the right to adequate** food sovereignty and sustainable and equitable food systems that promote and protect the rights contained in the present declaration. States shall establish mechanisms to ensure the coherence of their agricultural, economic, social, cultural and development policies.

### South Africa

Commends the Chair on finding a solution in ensuring that the issue of “food sovereignty” is reflected in Article in 15.4. South Africa would prefer that the “right to food” which is extensively used in the international human rights system, including the relevant UNHRC resolutions be utilized.

On 15.1, South Africa proposes to add “poverty” as follows:

“... the fundamental rights to be free from hunger and poverty”.

### Switzerland

La Suisse soutient cet article et voudrait simplement faire la remarque mineure suivante afin d’être aligné sur l’Agenda 2030: d’ajouter le mot “sustainably” au paragraphe 1, deuxième phrase, on lirait: “this includes the right to sustainably produce food and the right to adequate nutrition”.

### Ecuador

Disagreed to replace “food sovereignty” to food security

### Bolivia

Support maintaining “individually and collectively” in the text. It supported article 15 in its integrity.

Would like to maintain “individually and collectively”.

### Argentina

Para. 4: Peasants and other people working in rural areas have the right to determine their own food and agriculture systems, recognized by many States and regions as the right to food sovereignty **security**. This includes the right to participate in decision-making processes on food and agriculture policy and the right to healthy and adequate food produced through ecologically sound and sustainable methods that respect their cultures.

Para. 5: States shall formulate, in partnership with peasants and other people working in rural areas, public policies at the local, national, regional and international levels to advance and protect food sovereignty **security** and sustainable and equitable food systems that promote and protect the rights contained in the present declaration. States shall establish mechanisms to ensure the coherence of their agricultural, economic, social, cultural and development policies.

Para. 5: States shall formulate, in partnership with peasants and other people working in rural areas, public policies at the local, national, regional and international levels to **achieve food security** and sustainable food systems.”



*Comments:*

(a) Teniendo en cuenta que la seguridad alimentaria es una meta a alcanzar según los compromisos asumidos por los Estados en la Agenda 2030 para el Desarrollo Sostenible (ODS 2), y por los motivos expresados ut supra, se sugiere reemplazar “food sovereignty” por “food security”.

(b) Con respecto a la afirmación “sustainable and equitable food systems”, se agradecerá conocer el alcance de “equitable food systems”. Por otra parte, se manifiesta conformidad con la afirmación “sustainable food systems”, que es conforme con la meta 2.4 de la Agenda 2030 para el Desarrollo Sostenible.

**Smita Narula (Expert)**

Would like to retain “individually and collectively” and suggested moving it to the first line of paragraph 2, after “rural areas”. She strongly recommended to maintain food sovereignty in the text.

**Article 16****EU****Title: Right to a decent income and livelihood an adequate standard of living and access to the means of production**

1. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to a decent income and livelihood **an adequate standard of living** for themselves and their families, and to facilitated access to the means of production necessary to achieve them, including production tools, technical assistance, credit, insurance and other financial services. They also have the right **can choose** to use, individually and collectively, in association with others or as a community, traditional ways of farming, fishing, livestock rearing and forestry, and to develop community-based commercialization systems.
2. **States shall make efforts in order to favour the access of** Peasants peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to the means of transportation, and processing, drying and storage facilities necessary for selling their products on local, national, and regional markets at prices that guarantee them a decent income and livelihood.
3. States shall take appropriate measures to strengthen and support local, national and regional markets in ways that facilitate, and ensure that peasants and other people **persons** working in rural areas have, full and equitable access and participation in these markets to sell their products at prices that allow them and their families to attain an adequate standard of living.
4. States shall take all **appropriate** measures to ensure that their rural development, agricultural, environmental, trade and investment policies and programmes contribute effectively to protecting and strengthening local livelihood options and to the transition to environmentally sustainable modes of agricultural production. States shall stimulate agroecological, organic and sustainable production whenever possible, and facilitate direct farmer-to-consumer sales.
5. States shall take appropriate measures **make efforts in order** to strengthen the resilience of peasants against natural disasters and other severe disruptions, such as market failures.
6. States shall take appropriate measures **make efforts in order** to ensure fair wages and equal remuneration for work of equal value, without distinction of any kind.

## Argentina

### Para. 4:

(a) Se sugiere la eliminación del término “environmentally”, ya que ese término circunscribe la producción agrícola sostenible a la dimensión ambiental y la producción agrícola sostenible abarca esa dimensión junto con la económica y la social.

(a) Con respecto a la frase “stimulate agroecological, organic and sustainable production”: se sugiere promover la producción sostenible, evitando señalar un tipo especial de producción como la agroecológica o la orgánica, toda vez que éstas sólo hacen referencia a una sola dimensión del desarrollo sostenible (la ambiental). Por ello, se recomienda hacer alusión sólo a la producción sostenible (“sustainable production”) por referirse de manera balanceada a las tres dimensiones del desarrollo sostenible (la económica, la social y la ambiental);

(b) Sobre la frase “facilitate direct farmer-to-consumer sales”: se sugiere la eliminación de esta afirmación, pues la misma podría incentivar políticas de “compre local” penalizando a los productos que dependen del transporte internacional para su oferta en el mercado, con fundamento en razones ambientales.

Por lo anteriormente mencionado, se sugieren las siguientes modificaciones al párrafo: “States shall take all measures to ensure that their rural development, agricultural, environmental, trade and investment policies and programmes contribute effectively to protecting and strengthening local livelihood options and to the transition to environmentally sustainable modes of agricultural production. States shall stimulate agroecological, organic and sustainable production whenever possible, and facilitate direct farmer-to-consumer sales.”

## Brazil

Proposed to add “women” in paragraph 6

## ILO

4. States shall take all measures to ensure that their rural development, **employment, social protection**, agricultural, environmental, trade and investment policies and programmes contribute effectively to protecting and strengthening local livelihood options and to the transition to environmentally sustainable modes of agricultural production. States shall stimulate agroecological, organic and sustainable production whenever possible, and facilitate direct farmer-to-consumer sales. **They shall also promote decent non-farm employment opportunities in the rural economy.**

5. States shall take appropriate measures to strengthen the resilience of peasants against natural disasters and other severe disruptions, such as market failures.

6. States shall take appropriate measures to ensure payment **of decent** fair wages and equal remuneration for work of equal value, without distinction of any kind.

## Ana María Suárez Franco

### Paragraph 2

Se sugiere cambiar el texto reemplazando la existencia de un derecho, por la otra cara de la moneda, que es hacer referencia al deber de los estados de garantizar dichos servicios. El texto podría ser: “Los Estados *deben* de asegurar los medios de transporte (...)”.

## Article 17

### Argentina

Para. 7: se sugiere la eliminación de la frase “including through agroecology”, toda vez que el artículo ya se refiere al uso sostenible de la tierra y de otros recursos utilizados en la

producción agrícola, no siendo necesario referirse a un tipo de producción que refuerza sólo la dimensión ambiental de la producción agrícola sostenible.

“States shall take measures aimed at the conservation and sustainable use of land and other natural resources used in their production and necessary for the enjoyment of adequate living conditions, including through agroecology, and ensure the conditions for the regeneration of biological and other natural capacities and cycles.”

EU

**Title: Right Access to land and other natural resources**

1. **States shall make efforts in order to favour the access to** Peasants **peasants** and other people **persons** living in rural areas have the right to land, individually and collectively, including the right to have access to, use and manage **their** land and **access to** the water bodies, coastal seas, fisheries, pastures and forests therein, **in a sustainable manner and in line with the pertinent requirements set out in environmental protection legislation** to achieve an adequate standard of living, to have a place to live in security, peace and dignity and to develop their cultures.

2. **States are invited to implement the Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests in the Context of National Food Security.**

2.3 States shall **make efforts in order to** remove and prohibit all forms of discrimination related to land tenure rights, including those resulting from change of marital status, lack of legal capacity or lack of access to economic resources. In particular, States shall ensure equal tenure rights for women and men, including the right to inherit and bequeath these rights. **Such State actions should be consistent with their existing obligations under relevant national law and legislation and international law, and with due regard to voluntary commitments under applicable regional and international instruments.**

3.4 **Based on examination of tenure rights in line with national law,** States **states** shall **make efforts in order to** provide legal recognition for land tenure rights, including customary land tenure rights, not currently protected by law. **States should protect legitimate tenure rights, and ensure that people are not arbitrarily evicted and that their legitimate tenure rights are not otherwise extinguished or infringed.** All forms of tenure, including tenancy, must provide all persons with a degree of tenure security that guarantees legal protection against forced evictions. States shall recognize and protect the natural commons and their related systems of collective use and management.

4.5 Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to **shall** be protected against arbitrary displacement from their land or place of habitual residence, or from other natural resources used in their activities and necessary for the enjoyment of adequate living conditions. States shall incorporate protections against displacement into domestic legislation that are consistent with international human rights and humanitarian law standards. States shall prohibit **arbitrary** forced evictions, the demolition of houses, the destruction of agricultural areas and the arbitrary confiscation or expropriation of land and other natural resources, including as a punitive measure or as a means or method of war.

5.6 Peasants and other people **persons** working in rural areas **shall** have the right **opportunity**, individually or collectively, in association with others or as a community, to return to the land and to have restored their access to the natural resources used in their activities and necessary for the enjoyment of adequate living conditions, of which they were arbitrarily or unlawfully deprived, or to receive just and fair compensation when their return is not possible. States shall take measures to restore access to land and other natural resources to those peasants and other people working in rural areas that have been displaced by natural disasters and/or armed conflict.

6.7 **Redistributive reforms can facilitate broad and equitable access to land and inclusive rural development. In this regard, where appropriate under national**

**contexts, States may consider allocation of public land, voluntary and market based mechanisms as well as expropriation of private land, fisheries or forests for a public purpose. In such cases, States are invited to refer to chapter 15 of the Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure.** States shall carry out redistributive agrarian reforms where there is lack of broad and equitable access to land and other natural resources necessary to ensure that peasants and other people working in rural areas enjoy adequate living conditions, particularly young people and landless persons. Redistributive reforms must guarantee equal access of men and women to land, fisheries and forests, and shall limit excessive concentration and control of land taking into account its social function. Landless peasants, young people, small-scale fishers and other rural workers should be given priority in the allocation of public lands, fisheries and forests.

7.8 States shall take measures aimed at the conservation and sustainable use of land and other natural resources used in their production and necessary for the enjoyment of adequate living conditions, including through agroecology, and ensure the conditions for the regeneration of biological and other natural capacities and cycles.

#### **South Africa**

6. South Africa proposes that the right to land should not be limited to adequate living condition but be seen as an important component to the full enjoyment of all human rights and fundamental freedoms

#### **Switzerland**

Mon pays souhaiterait, à l'instar de notre commentaire pour l'article 5, proposer la fusion des articles 5 et 17.

Concernant le paragraphe 6, la Suisse souhaite faire le commentaire suivant: Il faudrait exiger que l'expropriation formelle, en tant qu'interférence avec une position juridique protégée, ne soit permise que s'il existe une base juridique suffisante, une loi au sens formel. De même, il devrait être exigé que la compensation soit fournie au moins sur la base de critères tels que «juste et équitable».

Enfin, à la fin du paragraphe 7, la Suisse aimerait proposer de remplacer les mots «ressources biologiques et des autres capacités et cycles naturels» par le mot «écosystèmes». Alors la fin du paragraphe 7 se lirait de la manière suivante: «les conditions que nécessite la régénération des écosystèmes».

#### **Christophe Golay**

“natural commons” in article 17.3 of the UN Declaration should be translated in the French version as “les communs naturels”.

In the current French version, it reads “les ressources naturelles communes”, which is not the same.

To support that request, you can find “commons” translated by “communs” in the Voluntary Guideline 8.3 on the governance of tenure.

## **Article 18**

EU

### **Title: Right Access to a safe, clean and healthy environment**

1. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to the conservation and protection of the environment and the productive capacity of their lands, and of the resources that they use, manage and control.

2. States shall take appropriate measures to ensure that peasants and other people **persons** working in rural areas enjoy, without discrimination, a safe, clean and healthy environment, including its biodiversity and ecosystems.

3. States shall comply with their international obligations to combat climate change. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to contribute to the design and implementation of national and local climate change adaptation and mitigation policies, including through the use of practices and traditional knowledge.

4. States shall take effective measures to ensure that no hazardous material, substance or waste is stored or disposed of on the land of peasants and other people **persons** working in rural areas, and shall cooperate to address the threats to the enjoyment of their rights that result from transboundary environmental harm.

5. States shall protect peasants and other people **persons** working in rural areas against abuses by non-State actors, including by enforcing environmental laws that contribute, directly or indirectly, to the protection of the rights of peasants or other people working in rural areas.

### Argentina

inciso 3: se observa que los comentarios formulados por la Argentina durante la Cuarta Sesión del Grupo de Trabajo no fueron incorporados, por lo que se agradecerá considerar el siguiente agregado a la redacción actual: “Los Estados cumplirán las obligaciones internacionales de combatir el cambio climático, [según las propias capacidades y el principio de responsabilidades comunes y diferenciadas.] Los campesinos y otras personas ...”

### Switzerland

La Suisse accueille avec satisfaction cet article qui dans la version actuelle ne promet plus un droit à un environnement sûr, propre et sain. Et nous partons du principe que le titre de l'article 18 va aussi être supprimé.

Nous avons deux observations à apporter.

La première concerne le paragraphe 3 qui est limité au changement climatique. A notre avis, le paragraphe pourrait bénéficier d'une référence additionnelle à la protection et l'utilisation durable de la biodiversité et à des obligations ou à la responsabilité par rapport aux produits chimiques et à la gestion des déchets.

Notre deuxième remarque porte sur le dernier paragraphe de cet article. Le paragraphe 5 contient le terme «les atteintes de la part d'acteurs non étatiques». Ce concept n'est pas suffisamment claire pour ma délégation et nous nous demandons s'il y a une terminologie plus appropriée pour cette idée.

## Article 19

### EU

#### Title: Right Access to seeds

1. Peasants and other people **persons** working in rural areas **should** have the right **access** to seeds, including:

(a) The right to **Support** for the protection of traditional knowledge relevant to plant genetic resources for food and agriculture;

(b) The right **to Support to** equitably participate in sharing the benefits arising from the utilization of plant genetic resources for food and agriculture;

(c) The right to participate **Participation** in the making of decisions on matters relating to the conservation and sustainable use of plant genetic resources for food and agriculture;

(d) The right to save, use, exchange and sell their farm-saved seed or propagating Material, **taking into account any existing plant variety protection rights**.

2. Peasants and other people working in rural areas have the right to maintain, control, protect and develop their own seeds and traditional knowledge. **States are invited to implement article 9 (Farmers' rights) of the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture.**

3.2 States shall take measures to respect, protect and fulfil the rights to **concerning** seeds of peasants and other people **persons** working in rural areas.

4.3. States shall ensure that **a breeding and seeds sector is developed and/or has access to local markets, to provide seeds** of sufficient quality and quantity are available to peasants at the most suitable time for planting, and at an affordable price.

5.4 States shall recognize the rights of peasants to rely either on their own seeds or on other locally available seeds of their choice, **taking into account any existing plant variety protection rights**, and to decide on the crops and species that they wish to grow.

6.5 States shall support **commercial and where appropriate** peasant seed systems, and promote the use of peasant seeds and agrobiodiversity.

7.6 States shall **make efforts in order to** ensure that agricultural research and development duly takes into account the needs of peasants and other people **persons** working in rural areas; they shall **make efforts in order to** ensure their active participation in the definition of priorities and the undertaking of research and development, take into account their experience, and increase investment into research and development of orphan crops and seeds that respond to the needs of peasants and other people **persons** working in rural areas.

8.7 States shall ensure that **when defining** seed policies, plant variety protection and other intellectual property laws, certification schemes and seed marketing laws respect the rights of peasants, **should** and take into account their **the** needs and realities **of peasants and other persons working in rural areas.**

### Argentina

Sobre el derecho a las semillas: se reitera comentario efectuado durante la Cuarta Sesión del Grupo de Trabajo, en el sentido que las actividades vinculadas con las semillas deberían estar sujetas a la legislación nacional.

### Japan

#### Title: Access (Rights) to seeds

1. Peasants and other people working in rural areas have the access (right) to **seeds**, including:

3. States shall take measures to respect, protect and fulfil the **access** (right) to seeds of peasants and other people working in rural areas.

8. States shall ensure that seed policies, plant variety protection and (other intellectual property laws), certification schemes and seed marketing laws respect the rights of peasants, and take into account their needs and realities.

### South Africa

3. South Africa proposes the addition of the word “promote”

### Chile

1. [Consistente con el artículo 5 y de conformidad a la legislación de cada Estado,] Los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen derecho a [sus] las semillas, en particular:

(a) El derecho a proteger los conocimientos tradicionales relativos a los recursos fitogenéticos para la alimentación y la agricultura;

(b) El derecho a participar en la distribución equitativa de los beneficios derivados de la utilización de los recursos fitogenéticos para la alimentación y la agricultura;

(c) El derecho a participar en la toma de decisiones sobre cuestiones relativas a la conservación y el uso sostenible de los recursos fitogenéticos para la alimentación y la agricultura;

(d) El derecho a conservar, utilizar, intercambiar y vender [sus] semillas o material de multiplicación conservados en [sus] las explotaciones agrícolas.

2. [Consistente con el artículo 5 y de conformidad a la legislación de cada Estado,] Los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen derecho a mantener, controlar, proteger y desarrollar sus semillas y conocimientos tradicionales.

3. Los Estados adoptarán medidas para respetar, proteger y hacer efectivo el derecho a las semillas de los campesinos y de otras personas que trabajan en las zonas rurales.

4. Los Estados velarán por que los campesinos dispongan de semillas de calidad y en cantidad suficientes, en el momento más adecuado para la siembra y a un precio asequible.

5. [Consistente con el artículo 5 y de conformidad a la legislación de cada Estado,] Los Estados reconocerán los derechos de los campesinos a contar con sus propias semillas u otras semillas de su elección disponibles localmente, y a decidir las variedades y especies que deseen cultivar.

6. Los Estados apoyarán los sistemas de semillas de los campesinos, y promoverán el uso de sus semillas y la biodiversidad de la agricultura.

7. Los Estados velarán por que la investigación y el desarrollo agrícolas tengan en cuenta las necesidades de los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales; garantizarán su participación activa en la determinación de las prioridades en materia de investigación y desarrollo y en su realización, tendrán en cuenta su experiencia, y aumentarán la inversión en la investigación y el desarrollo de semillas y cultivos huérfanos que respondan a las necesidades de los campesinos y de otras personas que trabajan en las zonas rurales.

8. Los Estados velarán por que las políticas de semillas, las leyes de protección de las variedades vegetales y otras leyes de propiedad intelectual, los sistemas de certificación y las leyes de comercialización de semillas [jueguen un rol complementario de] respeten los derechos de los campesinos y tengan en cuenta sus necesidades y realidades.

### Switzerland

Mon pays remercie le groupe de travail pour les propositions et les efforts faits dans la dernière version du texte notamment sur l'article 19. Cependant, dû à nos obligations internationales, notamment en matière de propriété intellectuelle, la Suisse a encore des réserves sur certains paragraphes de l'article 19 et souhaite faire les propositions suivantes:

Pour le paragraphe 1, lettre d), nous aimerions proposer d'ajouter à la fin du paragraphe d'ajouter «conformément au droit international pertinent». Le paragraphe se lirait de la manière suivante: «Le droit de conserver, d'utiliser, d'échanger et de vendre leurs semences ou matériels de multiplication, conformément au droit international pertinent.»

De même pour le paragraphe 4, nous aimerions proposer d'ajouter à la fin du paragraphe «conformément au droit international pertinent». Le paragraphe se lirait de la manière suivante: «Les États veillent à ce que des semences de qualité ou en quantité suffisante soient mises à la disposition des paysans au moment le plus propice à la plantation et à un prix abordable, conformément au droit international pertinent.»

L'article 28 paragraphe 2 indique que l'exercice des droits énoncés dans la présente déclaration sera soumis aux restrictions prévues par la loi et conformes aux obligations internationales relatives aux droits de l'homme et non pour l'ensemble du droit international. Nous aimerions, ainsi, préciser deux points: d'une part le droit et non pas seulement l'exercice de ce droit devrait être mentionné et deuxièmement l'article 28 se limite aux droits de l'homme et ne comprend pas le droit international dans son ensemble.

C'est pour cette raison que nous souhaiterions clairement dans l'article 19, paragraphes 1d et 4, faire une référence au droit international.

Finalement, nous souhaitons, pour le moment, mettre une réserve sur le paragraphe 8 et sommes intéressés à entendre les propositions des autres délégations sur ledit paragraphe.

### **FIMARC**

La FIMARC propose donc un amendement très court dans cet article 6, qui serait rédigé ainsi: «Les Etats appuieront les systèmes de semences paysannes et **patrimoniales** et favoriseront ...».

### **Ana María Suárez Franco**

#### *Paragraph 8*

En todo caso y para apoyar la negociación se podría usar el término “no hacer daño” (no harm) para reemplazar la referencia a la obligación de respetar. Este principio está reconocido internacionalmente, especialmente en las normas sobre derecho ambiental. Su inclusión en la declaración ayudaría a los estados a cumplir con su obligación de crear un ambiente propicio para la realización de los derechos humanos, de acuerdo con el artículo 56 de la carta de Naciones Unidas y 28 de la UDHR.

### **Article 20**

#### **EU**

#### **Title: Right to biological diversity**

1. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right, individually or collectively, in association with others or as a community, to conserve **a key role in conserving**, maintain **maintaining** and sustainably use **using** and develop **developing in line with the pertinent requirements set out in environmental protection legislation** biological diversity and associated knowledge, including in agriculture, forestry, fishing and livestock. They also have the right to **need** maintain their traditional agrarian, pastoral and agroecological systems upon which their subsistence and the renewal of biodiversity depend, and the right to the conservation of the ecosystems in which those processes take place.

2. Peasants and other people working in rural areas have the right **States shall make efforts in order** to protect their associated traditional knowledge, innovation and practices relevant to the conservation and sustainable use of biological diversity **of peasants and other persons working in rural areas**.

4. States shall **should** regulate and prevent risks of violation of the rights of peasants and other people **persons** working in rural areas arising from the development, handling, transport, use, transfer or release of any living modified organisms.

#### **South Africa**

Proposes to include Indigenous and traditional food crops. Indigenous crops are environmentally sustainable, improve food security, help prevent malnutrition and increase income in households.

#### **Bolivia**

El artículo 20 Derecho a la diversidad biológica, en su numeral 1.— se redacta incorporando los verbos conservar, mantener, desarrollar y utilizar y se completa, de manera sostenible la diversidad biológica.

Consideramos que dada la cualidad de la relación, la naturaleza del vínculo entre los campesinos y dos ecosistemas y los elementos que lo componen, organismos vivos,



microorganismos, se protegerían ante un despliegue de la ciencia al servicio de la industria comercial, sin precedentes en la historia humana.

Por ello mismo, el numeral 2, realiza una especificación hacia un derecho a la protección de los “conocimientos, innovaciones y prácticas tradicionales” y son discutidos en este foro por cuanto son expresiones de humanidad y para el caso de los campesinos y otras personas que trabajan en zonas rurales como los ganaderos, pescadores, silvicultores, como parte de su identidad, un elemento que va más allá del disfrute de un derecho cultural.

Como lo he descrito en el ejemplo de los trashumantes ganaderos, estos están basados en sistemas de uso colectivo, colaborativo, asociativo no solo como organización social, no solo para con la administración de la tierra como ya se lo ha explicado en el artículo 17, sino también en relación con la diversidad biológica y es por ello su importancia.

Si me permite señor presidente quiero leer en texto un párrafo preambular de la resolución del Consejo de Derechos Humanos 34/20,

“Reconociendo también que la degradación y la pérdida de diversidad biológica suelen obedecer a pautas existentes de discriminación y refuerzan esas pautas, y que los daños ambientales pueden tener consecuencias desastrosas, y en algunos casos dispersas geográficamente, en la calidad de vida de los pueblos indígenas, las comunidades locales, los campesinos y otras personas que dependen directamente de los productos de los bosques, ríos, lagos, humedales y océanos para obtener sus alimentos, combustible y medicamentos, lo que da lugar a una mayor desigualdad y marginación.” Gracias

### **Chile**

1. Los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen derecho, a título individual o colectivo, en asociación con otros o como comunidad, a conservar, mantener y desarrollar y utilizar de manera sostenible la diversidad biológica y los conocimientos conexos, en particular en la agricultura, la silvicultura, la pesca y la ganadería. También tienen derecho a mantener sus sistemas tradicionales de agricultura, pastoreo y agroecología de los que dependen su subsistencia y la renovación de la [diversidad biológica] biodiversidad agrícola, y derecho a la conservación de los ecosistemas en que tienen lugar esos procesos.

2. Los campesinos y otras personas que trabajan en las zonas rurales tienen el derecho de proteger sus conocimientos, innovaciones y prácticas tradicionales conexos pertinentes para la conservación y el uso sostenible de la diversidad biológica.

### **Switzerland**

Premièrement, il faudrait à notre avis, ici aussi, affirmer que le droit d'utiliser la diversité biologique doit aller de pair avec l'obligation des paysans de protéger les espèces et les écosystèmes.

L'autre observation porte sur le paragraphe 2. Nous constatons que le savoir traditionnel est couvert par cet article 20, mais aussi par différents autres articles, notamment 19.1a, 19.2 et 26. En principe, ça ne pose pas de problèmes tant qu'on évite les duplications. Cependant, nous vous encourageons d'utiliser les termes de manière cohérente dans les différents articles. Nous restons à votre disposition pour contribuer à assurer que le langage soit cohérent et uniforme.

### **Ecuador**

Proposal para. 4: “States shall regulate activities as to prevent the risks of violations ...”.

### **Christophe Golay**

In article 20 on the right to biological diversity, a new paragraph should be included with the content of former article 26 (4):

States shall take measures to ensure that the prior informed consent or approval and involvement of peasants and other people working in rural areas is obtained for access to genetic resources where they have the established right to grant access to such resources.

**FIAN**

1. Peasants and other people working in rural areas have the right, individually or collectively, in association with others or as a community, to conserve, maintain and sustainably use and develop biological diversity and associated knowledge, including in agriculture, forestry, fishing and livestock, **upholding their responsibility in this regard**. They also have the right to maintain their traditional agrarian, pastoral and agroecological systems upon which their subsistence and the renewal of biodiversity depend, and the right to the conservation of the ecosystems in which those processes take place.

**Article 21****EU****Title: Rights to drinking water and to sanitation: Water management**

1. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the human rights to safe and clean drinking water and to sanitation, which are essential for the full enjoyment of life and all human rights and human dignity. They also have the right to **These human rights include** water supply systems and sanitation facilities that are of good quality, affordable and physically accessible, and non-discriminatory and acceptable in cultural and gender terms.

2. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to **need** water for **personal and domestic use**, farming, fishing and livestock keeping and **as well as** to securing other water-related livelihoods, ensuring the conservation, restoration and sustainable use of water. They have the right to equitable access to water and water management systems, and to be free from arbitrary disconnections or the contamination of water supplies.

3. States shall respect, protect and ensure access to water, including in customary and community-based water management systems, on a non-discriminatory basis, and shall take measures to guarantee affordable water for personal, domestic and productive uses, and improved sanitation, in particular for rural women and girls, and persons belonging to disadvantaged or marginalized groups, such as nomadic pastoralists, workers on plantations, all migrants, regardless of their legal status, and persons living in irregular or informal settlements. States shall promote appropriate and affordable technologies, including irrigation technology, technologies for the reuse of treated wastewater, and for water collection and storage.

5. States shall prevent third parties from impairing the enjoyment of the right to water of peasants and other people **persons** living in rural areas. States shall prioritize water use for human needs, small-scale food production, ecosystem needs and cultural use before other uses

**Switzerland**

Ma délégation souhaite cependant souligner, dans la lignée de nos commentaires précédents, que ces dispositions devraient inclure, en plus du droit à l'eau et aux installations sanitaires, un engagement à veiller à ce que les populations concernées manipulent avec soin et ne polluent pas l'eau.

**Article 22****EU**

1. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to social security, including social insurance. They also have the right to enjoy fully all social security rights established under applicable international and domestic labour law.

2. All **legally employed** migrant workers in rural areas shall, regardless of their legal status, enjoy equality of treatment with regard to social security.

3. States shall recognize the rights of peasants and other people **persons** working in rural areas to social security, including social insurance, and, in accordance with national circumstances, should establish or maintain their social protection floors comprising basic social security guarantees. The guarantees should ensure at a minimum that, over the life cycle, all in need have access to essential health care and to basic income security, which together secure effective access to goods and services defined as necessary at the national level.

#### ILO

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to social security, including social insurance. They also have the right to enjoy fully all social security rights established under applicable international and domestic labour **and social security** law.

2. Migrant workers in rural areas shall, regardless of their legal status, enjoy equality of treatment **with nationals** in social security.

3. States shall recognize the rights of peasants and other people working in rural areas to social security, including social insurance, and, in accordance with national circumstances, should establish or strengthen strengthen their social protection floors comprising basic social security guarantees, as part of their social security systems. These guarantees should ensure at a minimum that, over the life cycle, all in need have access to at least essential health care and to basic income security, which together secure effective access to goods and services defined as necessary at the national level.

4. Basic social security guarantees should be established by law. **They should promote non-discrimination, be responsive to special needs and be socially inclusive and include workers in the informal economy.** Impartial, transparent, effective, accessible and affordable grievance and appeal procedures should also be specified. Systems should be in place to enhance compliance with national legal frameworks.

#### IUF

##### *Para. 2*

The IUF supports the maintenance of the text as it is i.e. retain “regardless of their legal status”.

### Article 23

#### EU

1. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health. They also have the right to have access, without any discrimination, to all social and health services.

2. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to use and protect their traditional medicines and to maintain their health practices, including access to and conservation of their plants, animals and minerals for medicinal use.

#### ILO

3 States shall guarantee access to health facilities, goods and services in rural areas on a non-discriminatory basis, especially for groups in vulnerable situations, access to essential medicines, immunization against major infectious diseases, reproductive health, information concerning the main health problems affecting the community, including methods of preventing and controlling them, maternal and child health care, as well as **decent working conditions and** training for health personnel, including education on health and human rights.

## Article 24

### EU

1. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to adequate housing. They have the right to sustain a secure home and community in which to live in peace and dignity, and the right to non-discrimination in this context.
2. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to be protected against forced eviction from their home, harassment and other threats.
3. States shall not, either temporarily or permanently, remove peasants or other people **persons** working in rural areas against their will from the homes or land that they occupy without providing or affording access to appropriate forms of legal or other protection. When eviction is unavoidable, the State must provide or ensure fair and just compensation for any material or other losses.
4. In cases of eviction, States shall guarantee the right to resettlement of peasants and other people **persons** working in rural areas, in accordance with existing international human rights standards. This includes the right to alternative housing that satisfies the criteria for adequacy, namely, accessibility, affordability, habitability, security of tenure, cultural adequacy, suitability of location, and access to such essential rights as those to health, education and **drinking water and sanitation**.

## Article 25

### EU

1. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to adequate training suited to the specific agroecological, sociocultural and economic environments in which they find themselves. Issues covered by training programmes should include, but not be limited to, improving productivity, marketing, and the ability to cope with pests, pathogens, system shocks, the effects of chemicals, climate change and weather-related events.
2. All children of peasants and other people **persons** working in rural areas have the right to receive education in accordance with their culture, and with all the rights contained in human rights instruments, and to be free from child labour.
3. States shall encourage equitable and participatory farmer-scientist partnerships, such as farmer field schools, participatory plant breeding, and plant and animal health clinics to respond more appropriately to the immediate and emerging challenges that peasants and other people **persons** working in rural areas face.

### South Africa

On Article 25.1, South Africa would like to strengthen the text to reflect that the right to education for peasants first and foremost as a basic human right be frontloaded in this Article, which will then be followed by education and training.

On Article 25.2, South Africa proposes that the word “receive” be deleted and hence read as “the right to education”.

### ILO

1. Peasants and other people ... weather-related events, **as well as the development of non-agricultural livelihoods**.
2. All children of peasants and other people working in rural areas have to right to receive **quality** education in accordance ...

**IUF***Para. 2*

Text from the 4As produced by former UN Special Rapporteur on the Right to Education, Katarina Tomasevski

Delete: “, in accordance with their culture,” to read:

Insert: “which is free of discrimination, relevant and culturally appropriate”

**Article 26****EU**

1. Peasants and other people working in rural areas have the right to enjoy their own culture and to pursue freely their cultural development, without interference or any form of discrimination. They also have the right to maintain, express, control, protect and develop their traditional and local knowledge, such as ways of life, methods of production or technology, or customs and tradition. No one may invoke cultural rights to infringe upon the human rights guaranteed by international law, nor to limit their scope.

2. Peasants and other people **persons** working in rural areas have the right, individually and collectively, in association with others or as a community, to express their local customs, languages, culture, religions, literature and art, in conformity with international human rights standards.

3. States shall respect, and take measures to recognize and protect, the rights of peasants and other people working in rural areas relating to their traditional knowledge, and eliminate discrimination against the traditional knowledge, practices and technologies of peasants and other people working in rural areas.

4. States shall take measures, as appropriate, to ensure that the prior informed consent or approval and involvement of peasants and other people working in rural areas is obtained for access to genetic resources where they have the established right to grant access to such resources.

**Argentina**

Sobre Derechos culturales y conocimiento tradicional: se destaca que en el ámbito de la Organización Mundial de la Propiedad Intelectual (OMPI), especialmente en el Comité Intergubernamental sobre Propiedad Intelectual y Recursos Genéticos, Conocimientos Tradicionales y Folclore, se están desarrollando negociaciones para generar uno o varios instrumentos internacionales que tienden a asegurar la protección eficaz y equilibrada de los recursos genéticos (RR.GG.), los conocimientos tradicionales (CC.TT.) y las expresiones culturales tradicionales (ECT). Todos estos temas, en especial los referidos a los recursos genéticos, deberían abordarse en el ámbito específico de la OMPI.

**Japan**

4. States may shall take measures, as appropriate, to ensure that the prior informed consent or approval and involvement of peasants and other people working in rural areas is obtained for access to genetic resources where they have the established right to grant access to such resources.

**South Africa**

4. South Africa propose that cardinal principle full notion of Free, Prior and Informed Consent be incorporated in its entirety

South Africa proposes language that will acknowledge traditional knowledge systems as intellectual property of rural communities and should be protected as such

## Chile

4. Los Estados adoptarán las medidas apropiadas para asegurar que se obtenga el consentimiento previo informado o la aprobación y la participación de los campesinos y de otras personas que trabajan en las zonas rurales para acceder a los recursos genéticos cuando se les haya reconocido el derecho de conceder acceso a esos recursos.

## Switzerland

Les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 26 nous semblent importants et bien rédigés. Par contre, nous ne comprenons pas pourquoi l'article, qui traite des droits culturels et des savoirs traditionnels, contient un paragraphe 4 traitant des ressources génétiques. Les ressources génétiques ne sont-elles pas déjà couvertes par les articles 5, 19 et 20? Si l'idée était d'avoir un paragraphe sur le savoir traditionnel basé sur les dispositions du Protocole de Nagoya, alors il faudrait choisir une disposition qui porte uniquement sur les savoirs traditionnels et pas sur les ressources génétiques.

## Christophe Golay

4. States shall take measures to ensure that the prior informed consent or approval and involvement of peasants and other people working in rural areas is obtained for access to traditional knowledge associated with genetic resources that they hold.

## Article 27

### EU

Regarding Article 27-para. 1, EU reiterates the request for the deletion of the phrase "Ways and means of ensuring the participation of people in rural areas" and the replacement of "established" by "considered" to be insufficient in view of the implications for the UN institutional system as a whole of such participation;

### **Title: Responsibility Contribution of the United Nations and of other international organizations**

1. The specialized agencies, funds and programmes of the United Nations system, and other intergovernmental organizations, including international and regional financial organizations, shall contribute to the full realization of the provisions of the present declaration, including through the mobilization of, inter alia, development assistance and cooperation, **strengthening collaboration on reporting on relevant SDG indicators, supporting countries to develop the capacity of statistical systems, and ensuring meaningful disaggregation of data.** Ways and means of ensuring the participation of peasants and other people working in rural areas on issues affecting them shall be considered.

2. The United Nations and its specialized agencies, funds and programmes, and other intergovernmental organizations, including international and regional financial organizations, shall promote respect for and the full application of the provisions of the present declaration, and follow up on its effectiveness.

## Article 28

### EU

1. Nothing in the present declaration may be construed as diminishing or extinguishing the rights that peasants and other people **persons** working in rural areas currently have or may acquire in the future.

2. The human rights and fundamental freedoms of **all as well as other national and international law** shall be respected in the exercise of the rights enunciated in the present declaration. The exercise of the rights set forth in the present declaration shall be subject only to such limitations **in accordance with national law** as are determined by law and in

accordance with international human rights obligations. Any such limitations shall be non-discriminatory and necessary solely for the purpose of securing due recognition and respect for the rights and freedoms of others, and for meeting the just and most compelling requirements of a democratic society.

**2.3 This Declaration shall not be interpreted as amending the rights and obligations of States arising under existing international agreements.**

**Christophe Golay and Smita Narula (Expert)**

Proposed to be included in article 28 of the UN Declaration, taken from article 8.2 of the UN Declaration on the rights of persons belonging to minorities:

The exercise of the rights set forth in the present Declaration shall not prejudice the enjoyment by all persons of universally recognized human rights and fundamental freedoms.

## **Annexe IV**

### **Additional explanations provided by experts**

#### **Collective rights**

Recognition of the collective form or communal property of the land is a fundamental condition to guarantee access to justice and provide security to peasant families in terms of the full exercise of their economic, social and cultural rights.

Collective rights enrich the human rights system, provide it a pluricultural perspective that brings them closer to the notion of universality. Without collective rights, human rights can hardly be considered universal. Collective rights are not contrary to individual rights. Rather, they should be seen as complementary rights which, in many cases, are the way to guarantee individual rights. They are fundamental because the connection that individuals have to their communities has a cultural, a spiritual and a subsistence dimension.

Peasants and rural communities, using customary and collective practices have been preserving these ecosystems for centuries.

If we look at the collective dimensions of the right to food and the right to land, the right to food requires States to ensure that individuals, either “alone or in community with others have physical and economic access at all times to adequate food or means for its procurement”. It is important to consider the right to food as a collective right as well as an individual right.

Collective rights also do not undermine State sovereignty. Collective rights are therefore an essential precondition for the ability of peasants and other people living in rural areas to enjoy human rights, ensure food security, and help protect our planet’s biodiversity.

Moreover, collective rights do not undermine individual rights; on the contrary, they would strengthen their protection, as has been recognized by several human rights mechanisms.

The former Special rapporteur on the right to housing has noted “without the adequate legal recognition of individual as well as collective land rights, the right to adequate housing, in many instances, cannot be effectively realized.

#### **Preamble**

It is important to retain the concept of food sovereignty. The term Mother Earth, included in the preamble, gives a thorough understanding of the pluricultural nature of the Declaration, as well as the relationship between peasants and the land, nature and natural goods.

#### **Article 1**

##### **Definition of peasants**

In the draft Declaration, the definition of “peasant” emphasizes the relationship with land and environment as means of production. It includes activities that produce certain results which are not necessarily profitable.

The vulnerability of peasants and other people working in rural areas derives from their economic activity and that former international instruments for specific groups have been adopted to solve discrimination derived from an intrinsic condition of the affected groups.



## Article 2

### Obligation of States

Article 2, in its entirety, is based on existing law and, as such, steps to realize economic, social and cultural rights must be taken immediately as clarified by the General Comments of the Committee on Economic, Social and Cultural Rights. This article is about States' obligations, to respect, protect and fulfil human rights,

Regarding the principle of the progressiveness of rights and the reference to some obligations that cannot be guaranteed immediately, referred to in paragraph 1 of Article 2, it was clarified that although Article 2 refers to the progressivity of certain rights (for example, the right to social security), there are others, such as the obligation of non-discrimination or the obligations to respect, which can and must be met immediately. This interpretation is consistent with General Observations 3, 9, 14 of the CESCR Committee.

### Free, prior and informed consent

"Free, prior and informed consent" is well established in international law and its implementation is confirmed through the jurisprudence of human rights treaty bodies as well as that of regional bodies. It is a key element of people's right to participate in decisions that affect their lives, lands and livelihoods. Its practical application needs to be understood in a democratic framework.

This principle has been perceived as an expression of the primacy of international human rights law, based on the United Nations Charter, article 103, to be read in conjunction with articles 55 (c) and 1.3 and its preamble.

## Article 5

### Right to natural resources

It was recalled that prior and informed consent had been removed from the draft, as some States had objected, so systematic interpretation is necessary in light of the compromise made. The Convention on Biological Diversity, other guidelines and general comments of treaty bodies, should guide the management of natural resources. Peasants contribute to the protection of the environment and of biodiversity, rather than disrupt them.

Regarding the proposal to change the word "Right" to "Access" in this article, the original idea is to protect the right of the peasants and to ensure that they can exercise their right to participate in the management of these natural resources. Experts argued that "right" carries more weight than "access" and allows for legal and non-legal recourse.

It was also mentioned that FAO Voluntary Guidelines had been adopted by consensus, using the term "right" throughout the text.

A proposal to include a reference to the ILO Convention No. 169 that contains the requirement of free, prior and informed consent was supported to the experts

It must be remembered that the prior and informed consent of local (non-indigenous) communities is already recognized in a number of legal sources (eg the Nagoya Protocol) and therefore the fact that this principle is not explicitly included in the declaration does not exclude its application under these international instruments. The Declaration must be interpreted systematically with those instruments, for the states that have ratified them.

Regarding the preservation of the environment, on the proposal of Switzerland to include a reference to the SDG in the text, it must be taken into account that the goals of the SDGs were established for the States and not for the peasants. Peasants contribute to mitigate climate change, as well as to the co-evolution of diversity. The purpose of this declaration is to clarify the obligations of the States and not the responsibilities of the peasants. Additionally, the Sustainable Development Goals refer to a specific period, while the declaration will have an indefinite application in time, so a reference to the SDG and application would be outdated once the deadline for the SDGs is met.

## **Article 10**

### **Right to participation**

Peasants and other people working in rural areas should also participate in the formulation and implementation of agricultural policies, on top of food safety, labour and environmental standards that may affect them.

The principle of prior, free and informed consent for local communities was eliminated, since it is enshrined in other sources of international law. However, and in order to guarantee the participation of peasants and other people working in rural areas, the language agreed in the Guidelines on Responsible Governance of Land Tenure that includes the main elements of participation in its principle was included. Article 10 should be interpreted systematically with Article 2.3 of the Declaration, and other relevant norms of international law, which recognize free, prior and informed consent for local communities, such as the Nagoya Protocol.

## **Article 11**

With regard to the proposal of a State to eliminate paragraph 3 of article 11, referring to fair market systems and the appropriate systems of evaluation and certification, it is important to remember that the origin of this article was to avoid applying an equal treatment for producers of food at the industrial level and for small-scale peasant producers. This would generate discrimination and end up excluding small farmers from the market. For this reason it is advisable not to delete this paragraph. In the event of any reformulation of the text, it is recommended to ensure that at least safeguards are established, that protect peasant farmers and other persons working in rural areas from the discriminatory impact of generalized certifications.

## **Article 15**

Peasants and other people working in rural areas have the right to adequate food. This includes the right to produce food and the right to adequate nutrition, which guarantees the possibility of enjoying the highest degree of physical, emotional and intellectual development.

Rural children are particularly at risk of hunger and malnutrition and inadequate access to nutritional education and healthcare. The paragraph also recalls the obligation of States to meet the nutritional needs of rural pregnant and lactating women, as highlighted by CEDAW in its general recommendation 34 on the rights of rural women. The importance of addressing micronutrient deficiencies and misinformation on infant feeding are also raised in guideline 10 on nutrition of the Voluntary Guidelines to support the progressive realization of the right to adequate food in the context of national food security.

The text builds on the definition of the right to food provided in ICESCR. It applies to the specific situation of peasants and other people working in rural areas by including a reference to the production of food as one of the ways of securing access to food. As emphasized by the Special Rapporteur on the right to food, individuals can secure access to food (a) by earning incomes from employment or self-employment; (b) through social transfers; or (c) by producing their own food, for those who have access to land and other productive resources.

The text also elaborates on the obligation of States to progressively realize the human right to adequate food. As highlighted by CESCR, States have a core obligation to take the necessary action to mitigate and alleviate hunger. The core content of the right to adequate food implies the availability of food in a quantity and quality sufficient to satisfy the dietary needs of individuals, free from adverse substances, and acceptable within a given culture.

### **Food sovereignty**

The inclusion of food sovereignty is a crucial element for peasants to ensuring national food production. The concept is recognized at international, regional and national levels. They stated that food sovereignty is about process while food security is about outcomes.

Multiple Special rapporteurs on the right to food have said that food sovereignty is a condition for the full realization of the right to food.

Moreover, the text underscores the notion of sustainability, which, according to CESCR, “is intrinsically linked to the notion of adequate food or food security, implying food being accessible for both present and future generations. Sustainability incorporates long-term availability and accessibility.

### **Right to culturally acceptable food**

The right to food in particular requires States to ensure that individuals, either alone or in community with others, have physical and economic access at all times to adequate food or means for its procurement.

The right to adequate food is realized when every man, woman and child, alone or in community with others, have physical and economic access at all times to adequate food or means for its procurement.

## **Article 17**

The importance and urgency of articulating a substantive right to land must be seen in the context of forced displacements, large-scale land grabs, speculative land investments, climate disruptions and environmental devastation, and rapid urbanization. It must also be seen in the context of widespread hunger and food insecurity in rural communities, and the increasing criminalization and persecution of environmental and land rights defenders.

The right to land must be recognized as both an individual and a collective right given the communal nature of land use and ownership in many parts of the world.

Secure land rights, including collective land rights, are therefore an essential precondition for the ability of peasants and other people living in rural areas to enjoy human rights, ensure food security, and help protect our planet’s biodiversity

States must ensure freedom from arbitrary displacement and forced evictions and must ensure the right of rural communities to return to lands from which they have been displaced, or to receive just and fair compensation when their return is not possible. States must also protect rural communities’ access to land and natural resources by preventing third parties from interfering in any way with the enjoyment of this right.

The unequal distribution of arable land is a major contributing factor to hunger and poverty in the world today, especially in rural areas. Studies have shown that more secure, sustainable, and equitable access to land serves not only rural communities’ rights, but also supports broader economic development and food security goals. The importance of redistributive agrarian reforms has been highlighted by the ILO and CEDAW, and in the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, and the Tenure Guidelines, among other instruments. Redistributive agrarian reforms must guarantee equal access of men and women, and priority should be given to historically discriminated communities, to landless peasants, women, youth, small-scale fishers and other rural workers in the allocation of public lands, fisheries and forests.

The notion of access to land proposed by some countries instead of right to land would dilute the protection of the rights of peasants. Communities and people access, control, manage and use land and natural resources in many different forms, in order to live a dignified life, according to their social and cultural context.

Although secure access to land is implicit to the realization of numerous rights, international human rights law explicitly guarantees only limited land rights. First, States cannot arbitrarily deprive people of property. The right to property, however, protects the

rights of existing property owners. It does not protect the majority of those in rural areas: those who are landless or those whose relationship to land is difficult to formalize in individualistic legal terms. Second, States cannot evict settled communities that rely on a piece of land but lack legal title to it, without first meeting certain conditions. Specifically, States must ensure that: a) evictions serve a legitimate public purpose; b) are not discriminatory; c) meet the requirements of due process; and d) provide communities with fair compensation.

The States are reminded that agrarian reform, accompanied by the necessary incentives and extensive services, can be an effective mechanism to prevent migration. In this respect, States should see integral rural reforms as a way to prevent migrations.

## **Article 18**

The right to a healthy environment is recognized in detail in article 29 of the United Nations Declaration on Rights of Indigenous Peoples, in regional instruments (Inter-American Court of Human Rights), reports by the Special Rapporteur on Environment and Human Rights and the Framework Principles on Environment and Human Rights.

## **Article 19**

There is an unjustified appropriation of the traditional knowledge of peasants and other people working in rural areas, which has caused them harm for the exercise of their peasant activity. Furthermore, the digitalization of genetic information can generate a negative impact for the peasants that would also affect future generations.

The primacy of human rights derives from the provisions of the Charter of the United Nations, article 103 interpreted systematically with articles 55 c and 1.3, and has been reiterated in general observations No. 12, 15, 24 of the ICESCR.

## **Article 20**

The reference to the right to biological diversity should be maintained. The prior informed consent or approval and involvement of peasants and other people working in rural areas should be obtained for access to genetic resources where they have the established right to grant access to such resources.

Prior informed consent or approval and involvement of peasants and other people working in rural areas is obtained for access to genetic resources where they have the established right to grant access to such resources.

Regarding the elimination of the word “Right”, it should be remembered that the right concept implies two dimensions: on the one hand, the objective right, which implies that States must develop and adopt normative and political frameworks, and on the other, subjective rights (entitlements), which are those that right holders may require in administrative, quasi-judicial and judicial bodies.

## **Article 21**

This article is not about water management, it is about the right to water and this article is not about just drinking water, is about water as a resource. On 28 July 2010, through Resolution 64/292, the United Nations General Assembly explicitly recognized the human right to water and sanitation and acknowledged that clean drinking water and sanitation are essential to the realization of all human rights. It is a prerequisite for the realization of other human rights. Furthermore, the Committee on Food Security recalls the essentiality of water of “appropriate quality and quantity (...) for food production (fisheries, crops and livestock), processing, transformation and preparation”. General Comment 15 of CESCR calls to focus on providing equitable access to water and management systems. General Comment 15 refers to Article 1, paragraph 2 of the ICESCR which states that people may

not be “deprived of its means of subsistence”, thus States parties should ensure that “there is adequate access to water for subsistence farming and for securing their livelihoods”.

Treating water as a human right and not as a commodity is the key to rehabilitating this existential resource and to stop its accelerated pollution and degradation. States should prioritize water use for human needs, small scale food production, ecosystem needs and cultural use, before other uses.

The right to water and sanitation are inextricable for the realization of a whole range of human rights for rural population. Water is thus not only indispensable for mere human survival ensuring hydration, nutritious food-intake and maintaining health and well-being, water is also vital for basic sanitation and good hygiene. Water lays the foundation for a healthy, productive and dignified life, which is at the core of all human rights

The right to water includes water for productive uses necessary for securing the livelihoods and conduct a life in dignity including protecting the right to food and to work. The realization of the right to water for irrigation and agricultural and fishers use is a condition *sine qua non* for the realization of the right to food and nutrition for all.

## **Article 22**

Regarding the unrestricted application of this right to migrants, regardless of their legal status, it should be remembered that this application must be interpreted on the progressivity of compliance of the international obligations of the States, contained in article 2.1 of the ICESCR and the general observations of that Committee that interprets it, and that it is reflected in article 2.1 of the Declaration.

## **Article 26**

Experts highlighted the importance of the preservation and protection of traditional knowledge, including those of peasants and indigenous peoples. Several civil society organizations expressed their support for the article as it is and for the new para. 4 on prior informed consent for access to genetic resources in para. 4.

States shall take measures to ensure that the prior informed consent or approval and involvement of peasants and other people working in rural areas is obtained for access to traditional knowledge associated with genetic resources that they hold.

## **Article 28**

The exercise of the rights set forth in the Declaration shall not prejudice the enjoyment by all persons of universally recognized human rights and fundamental freedoms.

It is important to clarify that the *raison d'être* of international law is to have a common standard among States, particularly in the field of human rights, to ensure that the concept of human dignity is at the center of the debate, public policies and regulatory frameworks. In accordance with general observations 9 and 3 of the CESCR, interpreting Article 2.1 of the ICESCR, the States must adopt all necessary measures for the implementation of their international obligations derived from the ICESCR and the judges must apply the Covenant in its judicial decisions, even in a direct way, in case there are no laws that incorporate these standards in national law.